L'hebdomadaire des Socialistes

Vendredi

Deuxième année - N°49 - Vendredi 16 février 1990 - ISSN 0995-0583 - Prix 5F

SOMMAIRE

2
Question d'actualité

3
Pierre Mauroy

4
Rennes : les motions au scanner

7
Quand le patronat négocie

8
Sidérurgie française

9
Interview Francis Mer

10



Mitterrand et les alliances

11
L'avenir de l'Afrique du Sud

12
Bulgarie / Roumanie

13
Tchécoslovaquie : une grande exigence

Nelson Mandela - 1962 et 1990 ▶

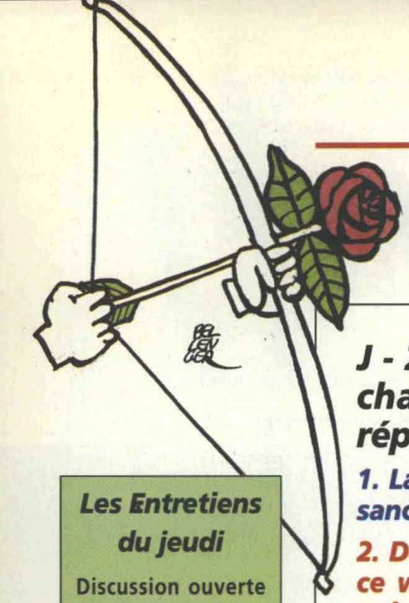
Entre les pages 8 et 9, supplément "Paris", pages I à IV (pour les lecteurs de la



APARTHEID LA LUTTE CONTINUE

© Fondation Jean-Jaurès

Question d'actualité et réponse



J - 27. Rennes est dans 27 jours. D'ici au vote des militants, nous demandons chaque semaine aux premiers signataires de chacune des 7 motions de répondre à l'une ou l'autre des deux questions d'actualité. Aujourd'hui :

1. La libération de Nelson Mandela et la légalisation de l'ANC doivent-elles entraîner la levée des sanctions économiques envers l'Afrique du Sud ?

2. Décharges nucléaires, barrages sur la Loire, deux revendications écologistes ont été satisfaites ce week-end. Un an après l'émergence des Verts aux municipales, les socialistes prennent-ils aujourd'hui suffisamment en compte la sensibilité écologiste ?

Pierre Mauroy — Question 1

Non. La libération de Nelson Mandela et la légalisation de l'ANC constituent deux symboles particulièrement importants. Il ne s'agit pour autant que d'une étape et non d'un aboutissement. Le combat pour la liberté et pour l'égalité n'est pas achevé et, dans la mesure où les sanctions économiques ont contribué à infléchir, voire à modifier, la position du gouvernement sud-africain ; dans la mesure aussi où Nelson Mandela lui-même nous le demande, il est prématuré de les lever aujourd'hui. Trois conditions préalables doivent en effet être remplies : la libération de tous les prisonniers politiques, la levée de l'état de siège, l'application du principe "un homme, une voix".

Jean Poperen — Question 1

Nelson Mandela a souligné que les conditions d'un dialogue entre l'ANC et le pouvoir en Afrique du Sud ne sont pas encore réunies puisque l'état de siège n'est pas levé et que de nombreux militants noirs restent emprisonnés. Faut-il, dans ces conditions, décider, d'ores et déjà, la levée des sanctions économiques envers l'Afrique du Sud ? Nul doute que ces sanctions n'aient été pour beaucoup dans l'évolution de l'approche des problèmes politiques en Afrique du Sud par le gouvernement de ce pays. L'apartheid y reste encore la loi, inique. Dans ces conditions, la levée des sanctions devrait être en relation avec de nouveaux pas en direction de sa suppression.

Michel Rocard — Question 2

Les problèmes du stockage des déchets nucléaires et des barrages sur la Loire, de nature et de portée différentes, ont toutefois un élément commun auquel je suis très sensible : aucune décision définitive ne peut être prise sans qu'on s'assure préalablement que toutes les solutions ont été envisagées, expertisées et expliquées. Ce n'était pas le cas, au moins en ce qui concerne les déchets nucléaires, et j'ai trop en mémoire le précédent de Plogoff pour accepter que l'Etat prétende, dans un premier temps, imposer aux populations ce dont elles ne veulent à aucun prix pour ensuite reculer piteusement. C'est mauvais pour l'autorité de l'Etat, pour l'intérêt général, et pour les populations concernées, et c'est cela que j'ai tenu à éviter. Partisan déterminé de l'énergie nucléaire, qui est la moins polluante dont nous puissions disposer, je ne veux pas en compromettre la politique en laissant entretenir des craintes infondées.

Jean-Luc Mélenchon — Question 2

Si j'étais écolo, je répondrais : "Ce n'est qu'un début, continuons le combat !" Les socialistes n'ont pas l'initiative, ils se contentent de réagir. Les quelques touches de vert dans les motions ne changent pas le fond de l'affaire. Nous avons besoin de réécrire un projet socialiste pour les années 90 et, dans cette démarche, définir ce que serait une société de droits écologiques, en inscrivant ceux-ci comme norme interne à chaque stade du projet. Bref, il faut mettre en mots notre éco-socialisme. Dans l'immédiat, notre crédibilité sur ce terrain passe par des mesures fortes et claires : arrêt des centrales de Nogent et de Creys-Malville, puis ouverture du grand débat nécessaire sur l'avenir du nucléaire. Enfin reste le signal essentiel : nous devons proposer une alliance aux Verts.

Laurent Fabius — Question 1

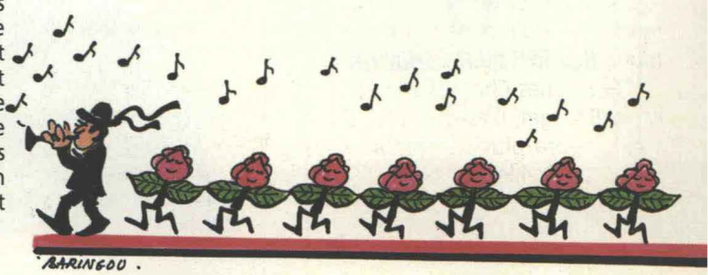
Ces événements résultent à la fois du formidable courage de Nelson Mandela, de l'intelligence politique de Frederik De Klerk, de la lutte des Sud-Africains eux-mêmes et des pressions internationales. Ce n'est pas au moment où elles commencent à porter leurs fruits qu'il faut les abandonner. Il faut encore obtenir la levée de l'état d'urgence, la libération des autres prisonniers politiques et surtout l'abandon effectif de l'apartheid. La libération de Mandela est un début, pas une fin.

Marie-Noëlle Lienemann — Question 2

Les deux décisions de ce week-end ne sont pas satisfaisantes. Sur la question nucléaire, le problème des décharges reste entier. Il s'agit aujourd'hui de définir une politique à long terme sur le nucléaire. Or, le sujet est tabou au Parti socialiste. En outre, le débat à l'Assemblée nationale a montré que les socialistes n'avaient pas de position offensive dans ce domaine. C'est pour cela que les décisions de ce week-end sont faibles car elles semblent plus céder à la pression des écologistes qu'à une politique pensée et voulue par les socialistes en matière d'environnement. Pour nous, l'écologie, ce n'est pas une couche de peinture verte, mais une volonté de rompre avec la vision productiviste.

Jean-Pierre Chevènement — Question 2

Seules des autorités collectives démocratiques, incarnant l'intérêt collectif, peuvent prendre en compte à la fois les exigences du développement et le patrimoine commun, en protégeant ainsi les intérêts des générations futures. La démarche écologique ne peut faire l'impasse sur le politique : elle débouche nécessairement sur une mise en cause du libéralisme, elle pose le problème de la planification nationale et internationale et implique qu'une solution de rechange soit trouvée au laisser-faire libéral. Les socialistes doivent donc assumer eux-mêmes la revendication et les aspirations des écologistes, celles-ci devant elles-mêmes intégrer les exigences du développement. Bref, c'est l'intérêt général qui est en cause, la République, au sens étymologique du terme (res publica).



Les Entretiens du jeudi

Discussion ouverte chaque jeudi soir.

Le 22 février : Alain Faure, président de la section française d'Amnesty International.

Les Entretiens du jeudi ont lieu au siège national du Parti socialiste, 10, rue de Solferino, 75007 Paris, à 20 h 30 précises

Ces rencontres sont ouvertes à tous.

Vendredi
10, rue de Solferino
75333 Paris Cedex 07
Téléphone : 45.56.77.00
Télex : 200 174 -Télécopie : 47.05.15.78

Directeur de la publication : Bernard Roman
Assistante : Caroline Nio

Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal
Secrétaire gal de la Rédaction: Jacques Goubin
Comité de rédaction : Pierre Brana, Claude Estier, Max Gallo, François Hollande, Jean-Jack Queyranne, Françoise Seligmann

Secrétaire de Rédaction : Vanda Gervasio
Secrétaires de Rédaction adjoints : Taoufik Khatib - Blanche Toussaint

Service Photo : Pascal Lebrun
Dessins : Jacques Bellenger

Administration : Sylvie Foulon - Annick Jacquet

Publicité : Régie - Médias - Paris
Tél. 45.56.78.48

Maquette : Studio Tapage - Lille
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Inter-routage - Aubervilliers
Bottin-direct (Paris)

N° Commission Paritaire : 10.889

Vendredi est édité par la SARL SOPRECO
Co-gérants : Léon Fatous - Bernard Roman

Crédits Photo : E. Bouvet / Gamma et Idaf / Sipa (couv) ; schémas de l'Expansion (p.8) ; E. Cervo (p.9) ; A. Tannenbaum / Sygma (p.11).

Ce numéro a été tiré à 275.200 exemplaires

Chirac sur la corde raide



* TRADUIT DU LATIN : "TOI AUSSI PASQUA"

En créant un courant au sein du RPR, Pasqua et Séguin portent un coup à l'autorité de Chirac et relancent l'interminable question de la recomposition de la droite.

Jacques Chirac l'a échappé belle. Avec 68,61% des voix, la motion qu'il présentait avec Juppé aux assises du RPR, le week-end dernier, a dépassé à peine la barre des deux tiers qu'il s'était lui-même fixée pour rester à la tête du parti. Cette victoire est d'autant plus laborieuse que le maire de Paris avait engagé à fond sa responsabilité personnelle dans la bataille, suscitant un réflexe légitimiste auprès d'une base qui l'a toujours soutenu sans faille depuis la fondation du RPR. "Entre vous et moi, c'est tout simple, mais c'est l'essentiel : une question de confiance", a-t-il déclaré au Bourget. Or, la confiance des militants à l'égard de Chirac n'est plus ce qu'elle était.

Révolue l'époque où le RPR se mobilisait massivement derrière son leader. Aujourd'hui, près d'un tiers du parti soutient le curieux attelage Pasqua-Seguin. Pour la première fois, l'existence de courants est institutionnalisée au RPR. Si Pasqua et Séguin prônent une rénovation du parti gaulliste afin d'en faire l'élément dominant de la droite, Chirac insiste plutôt sur l'union de l'opposition. Deux lignes politiques s'affrontent. Le RPR va devoir apprendre à vivre avec ses tendances, bref, à fonctionner de manière démocratique.

En outre, il faudra compter à l'avenir avec Michel Noir, partisan d'une fusion avec l'UDF.

En secouant le cocotier du RPR, Pasqua et Séguin ont au moins réussi là où avaient échoué les cadets de la droite au printemps dernier. Ils ont transformé en réalité politique un mouvement de rénovation qui devrait relancer la question de la recomposition de l'opposition.

Déjà face aux divisions du RPR, la "Lettre du Parti républicain" souligne que l'union de l'opposition "commence à dater" et qu'il était temps de passer à la "fusion". Et elle ajoute, il y a "deux façons" d'analyser les résultats des assises du RPR. "La première est très pessimiste : le score de la motion Pasqua-Séguin risque d'avoir des conséquences en termes de raidissement et de bunkérisation (...)". Quant au CDS, il faut remarquer qu'il n'est pas davantage prêt à accepter "l'hégémonie" du RPR que celle de Giscard.

Si Jacques Chirac a senti le couperet passer tout prêt de lui au Bourget, il est loin d'être sorti d'affaire. Dans les mois à venir, il sera plus que jamais écartelé entre les différentes forces qui tiraillent la droite. Merci Pasqua, merci Séguin...

J.-P. B.

Attention, danger !

Pourquoi le Front national est-il si dangereux ? Car son enracinement dans la société française se poursuit, moins en raison de succès ponctuels à des élections partielles qu'au travers d'une instillation sournoise des idées les plus scandaleuses. Qualifier de "détail" les persécutions les plus horribles du XXe siècle, c'est bien évidemment émousser à jamais la capacité de s'insurger contre les atteintes aux droits de l'homme. C'est substituer une conception cynique à une vision morale de l'histoire. Et c'est précisément sur ce terreau que sont nées les pires expériences totalitaires.

On pourrait se rassurer en estimant que cette extrême droite est à contre-courant des tendances de fond de notre époque. La reconnaissance de l'ANC, la libération de Mandela, la démocratisation des pays de l'Est, l'affirmation de la démocratie en Amérique latine, ne font-ils pas de Le Pen un homme isolé, réduit à des coups pour survivre politiquement ?

Tout cela est vrai et, cependant, nous aurions tort de sous-estimer le danger représenté par une organisation qui feint maintenant de se donner des perspectives de pouvoir. Le Pen sera d'autant plus dangereux que nous entrerons dans un monde d'incertitudes. Quelle leçon que la rapidité des événements qui unissent de fait les deux Allemagnes ! Devant de telles poussées historiques, la réflexion court souvent derrière les faits. Comment organiser une réalité aussi mouvante ? Ces périodes, même quand l'histoire va dans le bon sens et nous réjouit, peuvent aussi donner lieu aux pires tentations.

L'extrême droite se nourrit aussi du trouble de la droite classique. Jusqu'à quand ses leaders donneront-ils l'impression que Le Pen mérite d'être condamné, mais que ses idées, après tout, méritent d'être examinées ? Jusqu'à quand accepteront-ils de considérer que Le Pen est infréquentable à Paris mais qu'il est efficace de s'allier avec lui pour prendre une mairie ou garder un conseil régional ? A Dreux et à Marseille, nous avions pris, il y a deux mois, nos responsabilités. Au Luc, la droite a préféré une traverse. Puisse-t-elle ne pas le regretter durement un jour, car c'est l'ensemble des Français qui le paierait !

Le Front national ne sera en définitive dangereux que s'il parvient à s'appuyer sur l'indifférence ou la lâcheté. Nous n'avons pas à débattre avec Le Pen. Nous n'avons pas à tomber dans le piège de ses coups médiatiques. Nous n'avons pas à en faire je ne sais quelle victime. La justice tranchera en conscience certains de ses errements. En revanche, nous avons à conduire devant l'opinion une analyse qui est en même temps un réquisitoire contre les idées barbares auxquelles il croit.

Le Pen est un idéologue. Rien ne saurait l'arrêter que l'affirmation de notre idéologie. Celle qui écarte le racisme et le panégyrique des inégalités. La droite a trop tardé, elle a accepté trop de compromis pour être en état de le faire. C'est donc notre rôle à nous, socialistes, parce que nos valeurs sont à l'opposé et que nous croyons à la force de nos idées.

LES MOTIONS



7 motions seront soumises au vote des militants avant le congrès de Rennes (15, 16, 17 et 18 mars). "Vendredi" continue de les passer au crible. Après l'économie et le social puis les questions de société, aujourd'hui, troisième thème : la France dans le monde.

Trois questions

❶ ***Fédération ou confédération, vrai ou faux débat ? Concrètement, comment voyez-vous l'avenir de l'Europe ?***

❷ ***L'aide de l'Europe aux pays de l'Est est de plus en plus massive. Comment éviter qu'elle ne se fasse au détriment du tiers monde ?***

❸ ***Les changements actuels doivent-ils infléchir notre politique en matière de désarmement ?***

"Un contrat pour le progrès social"
Jean Poperen

❶ L'évolution de l'URSS et le processus de réunification de l'Allemagne échappent en partie à notre influence, d'autant que les bouleversements économiques qui se produiront inévitablement devraient s'accompagner d'un engagement plus net du Japon dans le système monétaire et économique mondial et que les Etats-Unis auront un rôle décisif. Alors, fédération ou confédération ? Le débat est, peut-être, prématuré. Dans les mois qui viennent, c'est d'abord dans le cadre de la CSCE (Confédération sur la sécurité et la coopération économique en Europe), à laquelle participent les Etats-Unis et le Canada, que nous devons veiller à nos intérêts. Mais, en même temps que nous devons réfléchir à la perspective confédérale, ouverte par François Mitterrand pour l'ensemble du continent européen, nous avons sans doute à envisager une structure plus intégrée pour l'Europe des douze.

❷ L'Europe des douze a mis en place un certain nombre de mécanismes et d'aides aux pays de l'ancien glacis soviétique en Europe de l'Est. Et si la RFA veut remettre à niveau l'économie de la RDA, les sommes en jeu apparaissent considérables. Mais le problème est-il de choisir l'Est au détriment du Sud ? Il y a plusieurs suds. J'ai la conviction que l'aide apportée au développement des pays du tiers monde les plus pauvres est à redéfinir. En clair, ces pays, avant de s'insérer dans le marché mondial, doivent traverser une phase de développement économique autocentrée, faute de quoi aucune réussite durable n'est possible. Enfin, si l'Europe, au sens large, connaît une croissance plus soutenue et plus claire, c'est l'ensemble de la planète qui en profitera.

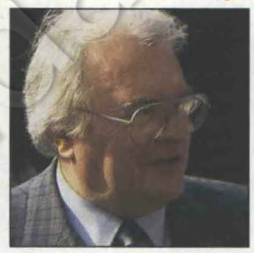


❸ Il apparait clairement que la France sera amenée à réduire ses dépenses militaires. Cela signifie que, si l'on veut que notre instrument militaire reste -ou même tout simplement devienne- efficace, c'est toute la conception que nous avons du rôle de nos armées qu'il faut revoir car, à structure constante, une diminution des dépenses militaires françaises réduirait encore le rapport efficacité-coût entre nos dépenses et ce que l'on attend de nos forces armées. Pour moi, la diminution des dépenses militaires doit s'accompagner d'une mise à plat de notre système de défense, d'une redéfinition de nos priorités et des missions assignées à nos forces. C'est dans cet esprit que nous avons proposé un audit sur la situation et le coût de notre institution militaire. La France a tant à faire en matière d'investissements et de dépenses permettant la réduction des inégalités sociales, qu'aucun franc ne peut être dépensé sans que l'on soit assuré de la pertinence de son affectation.

"Pour le socialisme un parti fort, uni, ouvert sur l'avenir"
Pierre Mauroy

❶ A droite, certains ne voient l'Europe qu'au travers de ses frontières communautaires, d'autres brocardent le projet de confédération tracé par le président de la République. A gauche, au Parti socialiste même, cette perspective est parfois utilisée -ou plutôt détournée- pour mieux combattre la CEE. L'achèvement du marché unique, la perspective de l'union économique et monétaire imposent de construire une Communauté plus intégrée sur le plan politique, même si le cadre juridique - fédération ou non - reste à déterminer. La démocratisation en cours dans les pays de l'Est, nos liens historiques et culturels avec eux, nous imposent de ne pas les laisser à l'écart : la confédération constitue la perspective pour notre continent. Ces deux objectifs sont complémentaires et non pas concurrents. L'Europe communautaire doit constituer le pôle d'attraction, qui favorisera demain l'avènement d'une confédération pour notre continent.

❷ La menace d'un abandon des pays du tiers monde est ressentie depuis que se profile l'échéance du marché unique. Les bouleversements de l'Est ont renforcé l'inquiétude : celle-ci est compréhensible, mais injustifiée. En effet, si nous aidons les peuples de l'Est à construire leur avenir, nous n'avons pas pour autant réduit notre effort à l'égard du tiers monde. Nous sommes aujourd'hui au premier rang des principaux pays industrialisés pour l'aide publique au développement : elle représente 0,54% de notre PNB et nous nous efforçons de la porter à 0,7%. En ce qui concerne l'aide de la Communauté européenne, les accords de Lomé ont vu les crédits aux pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) augmenter de 40%. Au-delà de l'augmentation de l'aide publique au développement, deux enjeux nous mobilisent : l'allégement de la dette, et l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Il n'est pas question d'enlever au Sud pour donner à l'Est, mais de soutenir par des politiques adaptées aussi bien les pays en voie de développement que les nations en cours de démocratisation.



❸ Le défi démocratique des pays de l'Est n'est pas encore gagné. Mais les évolutions s'accélèrent et tout retour à la situation antérieure semble exclu. Cette nouvelle configuration de l'Europe qui se dessine va de pair avec les progrès des négociations de désarmement, à Vienne notamment. La France ne peut rester à l'écart d'un processus qui, dans l'avenir, n'engagera plus seulement les grandes puissances. Nous pensons qu'il faut faire le pari d'une réduction à moyen terme de nos dépenses d'armement. Nous proposons d'ouvrir ce débat dès maintenant. Cela nous amènera aussi à une réflexion sur la durée et le contenu du service national.

"Un pays comme le nôtre. Les défis du socialisme démocratique"
Michel Rocard

❶ Cette opposition n'est certainement pas pertinente pour envisager l'avenir de l'Europe. Notre tâche est de reconstruire l'Europe sur des bases nouvelles et sortir définitivement de la guerre froide. Nous avons la chance, avec la CEE, d'avoir un pôle de stabilité, de prospérité et peut-être, dans quelque temps, d'indépendance. Il faut donc, d'abord, renforcer la Communauté des douze. La disparition des frontières intérieures, la réalisation de l'Union économique et monétaire, la coordination des programmes et des actions des partis socialistes pour renforcer l'Europe sociale, la démocratisation des institutions, telles sont nos priorités. Les pays jusqu'à hier communistes ne peuvent dans l'immédiat appartenir à la Communauté. Nous devons cependant leur donner une espérance, un objectif. Une confédération, avec ces pays qui vont se doter d'institutions démocratiques, pourra fournir un cadre à leur mesure. Les deux démarches doivent aller de pair pour que l'Europe tout entière puisse se retrouver.

❷ Il faut faire les deux. La fin possible de l'affrontement Ouest / Est permettra l'effort important que demande le tiers monde. Cependant, plusieurs priorités doivent d'ores et déjà guider notre politique : négociation avec le FMI et la Banque mondiale de nouvelles règles pour que ne soit pas ignorée la dimension sociale du développement ; prise à bras-le-corps du problème de la dette en acceptant des annulations, une dévalorisation, un plafonnement des remboursements. Il faut aussi proposer aux pays du Sud un marché pour leurs produits, une prévisibilité pour leurs recettes d'exportation. Il faut enfin, pour la France, réaliser l'objectif de consacrer 0,7% du produit national brut au développement.



❸ La recherche du désarmement paraît aujourd'hui crédible. Notre but est d'assurer la sécurité de la France dans l'équilibre avec le minimum d'armement. Nous devons encourager tout à la fois la restructuration des forces militaires et la reconnaissance de valeurs communes au sein d'organes comme la Confédération sur la sécurité et la coopération économique en Europe. Les Européens doivent faire le point sur leurs systèmes de défense pour évaluer précisément les conséquences des premières réductions négociées sur l'équilibre européen. La France, pour sa part, doit faire cet examen pour que soient évaluées les dépenses consacrées à notre défense, conciliant à la fois les exigences de notre sécurité, le respect de nos engagements, le dynamisme de notre économie. Il est devenu raisonnable d'espérer à terme une diminution des dépenses militaires en fonction des progrès effectivement réalisés sur la voie du désarmement négocié.

"Un cours nouveau pour l'action socialiste"

Julien Dray

❶ Fausse question ! Où est la volonté ? Où est l'urgence ? Pour nous, c'est l'union politique de l'Europe. Pas d'autre construction possible sans que cette brique de base ait été posée. Première étape : les transferts de compétence des parlements nationaux au Parlement de Strasbourg. Deuxième étape, le Parlement se déclare assemblée constituante. Est-il utopique d'imaginer une telle accélération quand on constate le rythme auquel les événements, notamment en Allemagne, se précipitent ? Peut-on ignorer que faute d'émergence d'un pôle de stabilité, de développement, de citoyenneté, la ligne sur laquelle tout marche, c'est le choc des nations ? La guerre et la paix sont de nouveau des questions d'actualité en Europe. Si l'alternance aux faces de pierre du stalinisme ne sont que les remèdes cruels du FMI et la charité des nations développées, le délire nationaliste ou religieux est disponible pour remplir le cœur des crève-la-faim ! A court terme, le rythme de l'unification européenne devrait être celui de l'unification allemande. Car l'essentiel se joue là aujourd'hui.

❷ Commençons par nous demander de quelle nature est l'aide apportée aux pays de l'Est. Si elle s'inscrit, comme c'est le cas dans la logique de la médecine de Diafoirus du FMI qui ne connaît que la saignée, elle produira les mêmes effets dévastateurs que dans le tiers monde. C'était d'ailleurs la politique de Ceaucescu. La démocratie sans le développement social n'est pas viable. Cessons de donner le nom d'aide aux prêts accordés en contrepartie d'une rigueur implacable pour les salariés. Quant au Sud, c'est le dispositif de la coopération tout entier qu'il faut réexaminer. Assez de soutien aux bureaucraties corrompues et antidémocratiques ! Mieux vaut aider massivement des ONG sur projets que des gouvernements sur promesses !



❸ Mille fois oui ! Pour avoir dit qu'il fallait le faire, au moment des contributions, nous avons été traités de pacifistes bêlants. Aujourd'hui comment faudrait-il qualifier Pierre Mauroy qui en dit autant ? Ajoutons que cette révision de nos positions devrait également s'accompagner d'une réflexion de fond sur ce qu'est la guerre moderne. Dans cet état d'esprit, les chars Leclerc remplissent le rôle que jouait hier la ligne Maginot... Quoi qu'il en soit, la conversion partielle de l'industrie d'armement était inscrite à notre programme en 1981. Ce que nous n'avons pu faire par volonté politique, nous le subissons du fait du marché. Une fois de plus, il est prouvé que l'utopie est souvent la voie du réalisme...

"Redistribuer le pouvoir pour transformer la société"

Marie-Noëlle Lienemann

❶ Deux mouvements doivent simultanément s'engager :
- le renforcement de la Communauté à douze qui doit s'engager vers l'union, une fédération des Etats-Unis d'Europe ;
- la perspective d'une collaboration avec les autres pays. Nous appuierons l'idée de confédération lancée par François Mitterrand.

Pour la Communauté, notre perspective est celle des Etats-Unis d'Europe. Il faut rapidement combler le déficit démocratique de la CEE et donner des pouvoirs législatifs effectifs au Parlement européen. Nous proposons de :
- négocier un nouveau traité de relance de l'Union européenne vers les Etats-Unis d'Europe ;
- donner au Parlement européen des compétences législatives directes sur certains sujets.

❷ Il est vrai que les événements récents intervenus dans les pays de l'Est ne doivent pas inciter à un repli égoïste sur notre pré carré. Le temps est venu d'inventer une politique de coopération ne visant plus à assurer la dépendance, mais à promouvoir un réel développement. La première urgence est de réorienter nos aides financières. Nous sommes le pays de l'OCDE versant le moins aux ONG. Est-il normal de poursuivre dans leurs formes actuelles nos liens avec Mobutu ou d'autres dirigeants peu soucieux des droits de l'homme ? Il faut inverser le mouvement, les socialistes, à l'Est comme au Sud, doivent pouvoir proposer de nouvelles formes de coopération-développement.



❸ Une prise de position plus active en faveur du désarmement et de la paix s'impose. La France doit participer activement au processus de désarmement. Nos exigences de liberté, de justice, de partage du pouvoir à l'échelle du monde, les nouvelles perspectives européennes doivent avoir pour conséquence une profonde mise en cause du système de défense.
Il faut aller vers une réduction des dépenses militaires, dans une perspective de désarmement et de redéfinition d'une politique de défense dans le sens d'un accroissement de la coopération européenne.

"Egalité"

Laurent Fabius

❶ Au plus près de nous, la Communauté européenne. Elle est aujourd'hui surtout commerciale et financière. Elle doit absolument se renforcer, devenir une communauté de progrès social et culturel. Tenir mieux compte des spécificités de notre outre-mer. Et se démocratiser, car elle est beaucoup trop technocratique. Le Parlement européen doit devenir un vrai parlement. L'objectif, c'est l'union politique. A terme, la Confédération européenne qu'a proposé François Mitterrand, avec les pays européens démocratiques et libres de l'Ouest et de l'Est. Elle permettra de rassembler ceux qui appartiennent au même continent mais qui sont aujourd'hui encore marqués par le partage de Yalta. A quoi s'ajoutent la CSCE (à 35) pour traiter les grands problèmes de sécurité, le Conseil de l'Europe (à 23) qui groupe une bonne partie de l'Europe de l'Ouest et de l'Est, ainsi que des organismes spécialisés comme l'AELE, le Conseil nordique, etc. L'avenir de l'Europe se construira à partir de tout ce clavier. Dans le débat sur "quelle Europe ?", nous prenons résolument parti : il faut non seulement renforcer la construction européenne, il faut la réorienter. A gauche.

❷ Par davantage de solidarité. La coopération avec les pays sous-développés, l'aide pour réduire l'insupportable inégalité dont ils souffrent, demeurent une priorité absolue au moment où les trois quarts de l'humanité vivent au-dessous du seuil de pauvreté. La détente avec l'Est et la diminution des tensions internationales devraient favoriser la réduction des budgets militaires et libérer progressivement des capacités financières au profit des pays pauvres. C'est notre choix. La nouvelle convention de Lomé va en ce sens. Bref, nous ne devons en aucun cas laisser tomber les pays du Sud. C'est, à terme, l'équilibre et la paix du monde qui sont en cause. Et c'est, comme y insiste la motion Egalité, une des grandes missions du socialisme.



❸ Ils doivent permettre de l'accélérer. Le désarmement a toujours été pour nous un objectif prioritaire. La réduction des tensions doit conduire maintenant à des progrès sensibles. Nous devons progresser rapidement dans les négociations sur les armes conventionnelles à Vienne. Avancer aussi pour le désarmement chimique, où la France a pris l'initiative utile d'une conférence à Paris en 1989. Quant à l'armement nucléaire, les deux superpuissances se rapprochent à grands pas d'un accord sur les armements stratégiques. L'année 1990 peut et doit être l'année du désarmement. Nous respectons deux idées simples : tout engagement de désarmer doit être le fruit de négociations internationales où chacun fait sa part du chemin, car le maintien de l'équilibre est indispensable ; notre sécurité doit être assurée en Europe.

"Socialisme et République"

Jean-Pierre Chevènement

❶ Il est clair que l'Europe, telle qu'elle prend forme, ne ressemble pas à tout ce dont on nous a rebattu les oreilles. La construction proposée avec une remarquable constance par Jacques Delors est issue des contraintes de la guerre froide. Une vue plus large est indispensable, celle qu'a défini François Mitterrand. L'idée de Confédération européenne permet de resituer l'Europe dans son histoire et sa géographie, de corriger au plan politique les effets de domination qui résulteraient de la création d'un Saint Empire du capital. Elle ouvrira des perspectives dans lesquelles le rapprochement des deux Allemagnes trouvera naturellement sa place. Elle fournira le cadre d'une sécurité européenne fondée sur un équilibre stable entre deux pôles à partir d'un concept de dissuasion minimale.

❷ Le risque existe qu'une Europe dominée par les valeurs du libéralisme et par l'idéologie monétariste se replie, et fasse peu de cas du Sud. Une volonté politique et une solidarité sans ambiguïté sont indispensables. Il faut équilibrer les efforts accomplis tant en direction de l'Est que du Sud, promouvoir une politique globale fondant nos relations avec le tiers monde sur le partenariat : modulation des règles du marché unique ; réduction concertée de la dette avec apport de ressources financières nouvelles ; jumelages industriels ; codéveloppement des 2 rives de la Méditerranée ; aides à la formation, à la santé... Bref, il faut un autre "new deal" pour relever les défis du futur. C'est le rôle de la France d'orienter l'Europe entière - et d'abord l'Allemagne et l'Angleterre - vers le Sud.



❸ Ces changements donnent leur sens à nos efforts pour créer en Europe un ordre de paix stable et durable : à Genève, nous avons contribué de manière décisive à l'ouverture de la négociation pour l'interdiction des armes chimiques ; à Vienne, la France participe pleinement aux négociations sur le désarmement conventionnel. Si , après la révision en baisse de quelque 45 milliards des perspectives de la loi de programmation militaire, nous excluons une nouvelle réduction unilatérale de notre effort, qui répond à un concept de stricte suffisance, nous entendons prendre notre part des réductions pour les chars, l'artillerie, les avions, les hélicoptères, quand elles auront été décidées, sans doute dès 1990. Pour le nucléaire, notre doctrine étant fondée sur une notion de stricte suffisance, nos armements ne sont pas négociables et resteront en dehors de toute négociation, tant que les 2 grandes puissances ne réduiront pas leurs forces stratégiques (12.000 charges chacune) à un niveau comparable au nôtre (quelques centaines), selon la déclaration du président de la République, chef des armées. Nous veillerons à ce que le processus actuel de désarmement crée plus et non pas moins de sécurité en Europe.

AGENCE FRANÇAISE DE LUTTE CONTRE LE SIDA

(A.F.L.S.)

APPEL D'OFFRES 1990

L'Agence Française de Lutte contre le Sida lance un appel d'offres pour soutenir les actions suivantes :

- **Information et sensibilisation**
- **Éducation pour la santé**
- **Prévention**

Cet appel est ouvert à tout organisme, institution ou association, impliqué dans la prévention ou dans la lutte contre le SIDA.

IMPORTANT

• Un document général d'orientation est disponible
• La définition des axes prioritaires de l'appel d'offres et les dossiers de candidatures peuvent être obtenus sur **demande écrite** auprès de :

AGENCE FRANÇAISE DE LUTTE CONTRE LE SIDA
2, rue Auguste Comte
Immeuble "Le Berry" - 6ème étage
92170 VANVES

Renseignements pratiques : (1) 47 65 74 40 - 47 65 74 41

Les dates limites de retour des dossiers sont fixées aux :

Lundi 5 mars 1990
pour un examen des dossiers
avant le 30 mars.

Lundi 2 avril 1990
pour un examen des dossiers
avant le 27 avril.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Patronat : négociations au pas de charge

Une grande politique contractuelle est actuellement relancée. Aujourd'hui, le CNPF négocie tous azimuts. Les syndicats assistent à cette remontée en force du patronat, avec le souci de ne pas se faire piéger.

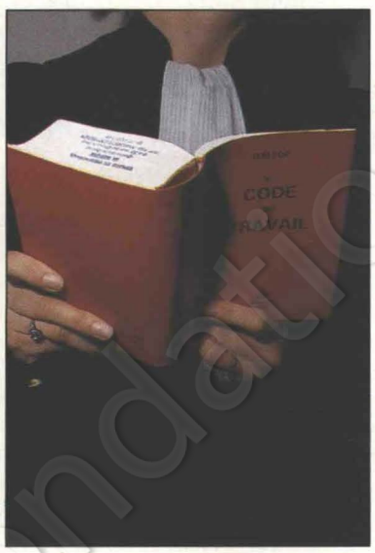
4 septembre 1989 : le conseil exécutif du CNPF désigne Jean-Louis Giral à la présidence de sa commission sociale. Le 30 novembre, il signe l'accord sur le régime de retraite complémentaire de tous les salariés et, le 21 décembre, celui sur l'assurance chômage. Le 5 février, il démarre les négociations sur le travail atypique, le 6 février, celles sur la mobilité des travailleurs salariés. Bientôt, le 21 février, ce sera le tour des discussions sur le crédit formation pour les salariés adultes.

Les réunions succèdent aux réunions. Certaines étaient fixées avant sa désignation, mais rien ne laissait prévoir qu'elles se solderaient par un aussi grand nombre de signatures syndicales. D'autres, et notamment celle sur le travail atypique, n'ont été fixées que par sa seule volonté. Ce nouveau dynamisme du patronat contraste fortement avec son attitude antérieure, depuis 1984, où les péripéties de l'accord sur la flexibilité avaient durablement anesthésié les relations entre partenaires sociaux.

Pour un effet immédiat sur les entreprises

J.-L. Giral, à 56 ans, sait ce qu'il veut et comment l'obtenir. Entré comme conducteur de travaux dans l'entreprise de travaux publics de son père, il en fait une affaire prospère, aujourd'hui cotée sur le second marché. Ce patron de choc -les poseurs de la voie ferrée Le Mans-Angers en savent quelque chose après quatre mois de grève, en 1980- sait aussi prendre le risque de positions publiques. Conseiller régional d'Ile-de-France, rattaché au RPR, il prend officiellement position en faveur de Jacques Chirac en 1988. Vice-président du CNPF, il démissionne pour marquer son désaccord avec Yvon Gattaz, le président d'alors. Longtemps patron de la Fédération nationale des travaux publics, il n'hésite pas, en 1986, à l'exclure du champ des négociations sur les procédures de licenciement et conclut avec les syndicats de sa branche un accord qu'il juge plus adapté à sa profession. Il en signera d'ailleurs sept autres en sept ans, en particulier sur le temps de travail et les classifications ouvrières.

Est-il un protégé de Pierre Guillen à qui il succède à la tête de la commission sociale ? Pas du tout. Pourtant, la doctrine girondine de ce dernier aurait pu le séduire, lui qui est tellement jaloux des prérogatives de sa Fédération. Pour Pierre Guillen, en effet, le CNPF ne doit rien négocier qui s'impose aux entreprises : il multiplie avec les syndicats des accords de méthode sur les mutations technologiques, l'aménagement du temps de travail, l'égalité professionnelle, les conditions de travail. Ces accords de méthode ne sont même pas des



accords-cadres, ils arrêtent simplement quelques grandes orientations qui ne peuvent se concrétiser ensuite qu'après négociations dans les branches et les entreprises. Avec cette décentralisation du dialogue social, les branches sont reines. Mais le CNPF fait pâle figure : il se contente de négocier ce qui, de toute évidence, ne peut être que du ressort de l'interprofessionnel.

Jean-Louis Giral n'est pas girondin. C'est un fidèle d'Yvon Chotard, dont il a toujours admiré la politique contractuelle. Il boucle, certes, l'héritage de Pierre Guillen, en entamant la négociation sur le dernier accord de méthode prévu, la mobilité. Mais, pour lui, "une grande politique contractuelle est celle qui a un effet immédiat sur les entreprises" : rien à voir avec des accords de méthode normatifs. Cette politique, il la mène à sa manière.

Car on peut déjà parler de méthode Giral : elle consiste à tirer dans tous les sens et en même temps, en entrecroisant des dossiers qui, à première vue, n'ont rien à voir ensemble et en amenant insensiblement ses partenaires à se situer sur le terrain qu'il a choisi. A chaque fois, il accorde suffisamment de choses aux syndicats pour qu'ils signent.

Menacé d'une augmentation des cotisations pour financer l'ARRCO et l'AGIRC, il arrive, le 30 novembre, à les repousser pour l'année à venir, grâce à une aide financière de 5,6 milliards, apportée par l'UNEDIC. Mais comme elles seront effectives en 1991, il compense, en décembre, cette hausse par une baisse des cotisations de l'assurance chômage (répartie moitié-moitié entre employeurs et employés) et accepte une augmentation substantielle de l'indemnisation des chômeurs de longue durée.

Au même moment, il est en pleine bataille contre le projet de loi sur les abus du travail précaire : il oblige les syndicats, lors des négociations sur l'assurance chômage, à écarter l'indemnisation des travailleurs précaires et leur promet d'en rediscuter quelques semaines après. Il tient sa grande négociation sur le travail atypique, dont il espère bien qu'elle court-circuitera le projet de loi : c'est elle qui s'est ouverte le 5 février.

Brouiller les cartes et avancer ses pions

Au même moment, il fait du financement de l'ASF pour payer le surcoût de l'abaissement de l'âge de la retraite sur les régimes complémentaires une affaire d'Etat et une machine de guerre contre la retraite à soixante ans : sur ce créneau-là, il laisse plutôt monter en première ligne François Périgot, le président du CNPF. Mais il a fait réduire, peu avant, de 2 à 1,8% le montant de la cotisation UNEDIC, affectée à l'ASF, ce qui déséquilibre complètement ses comptes.

C'est du grand art ! Tout est dans tout et réciproquement. Avec cette méthode, Jean-Louis Giral brouille les cartes... et avance ses pions. Il en avancera d'autres : il a déjà annoncé son intention de discuter de la représentation du personnel dans les entreprises. Il veut négocier sur l'intéressement depuis que le gouvernement a annoncé son intention de réformer les ordonnances Arthuis de 1986, et que Michel Rocard a fixé les grandes orientations dans le secteur public. Il s'est enfin clairement prononcé pour un abaissement des charges pesant sur les entreprises avec, pour contrepartie, une augmentation des salaires directs... Position qui risque fort de peser lors du débat sur une contribution spéciale généralisée qui devrait venir au Parlement dans quelque temps.

Les syndicats assistent à cette remontée en force du CNPF, un peu médusés.

Voilà quelques mois, Paul Marchelli, de la CGC, se plaignait de ce que le ministre du Travail amenait les syndicats à discuter sur "les revendications du gouvernement". S'ils n'y prennent garde, ils risquent d'être amenés à discuter sur les revendications du patronat.

Monique Grima



Grille de la fonction publique

Cinq sur sept, c'est un beau score qu'a réussi Michel Durafour, au terme de 52 heures de négociations. La CFDT, la FEN, la CFTC, la CFE-CGE et les autonomes de la FGAF, représentant un peu plus de la moitié des fonctionnaires, ont finalement signé, le vendredi 9 février, l'accord portant sur la modernisation de la grille unique des trois fonctions publiques. C'est une petite révolution, comme l'a souligné Michel Rocard : "Nous vivons ensemble un moment historique. Il s'agit de la première refonte d'ensemble de la grille de la fonction publique instaurée à la Libération."

40 milliards seront consacrés sur sept ans à l'amélioration des déroulements de carrière, une meilleure prise en compte des qualifications et des reponsabilités. S'y ajoutera une part variable en fonction de la croissance. Les cinq syndicats signataires ont d'ailleurs profité de la circonstance pour rappeler au Premier ministre l'urgence d'un accord salarial.

M. G.

Fondation Gabriel Péri

SIDERURGIE : UN REDRESSEMENT

"Vendredi" poursuit sa visite des grandes entreprises nationalisées. Après la SNCF, le groupe sidérurgique français Usinor-Sacilor, deuxième au classement général mondial.

Evolution des effectifs
Usinor-Sacilor

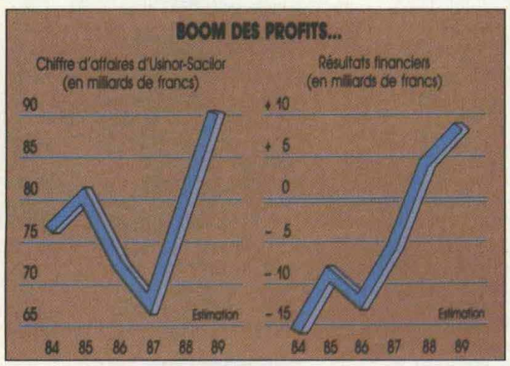
Fin 85 : 101.000
Fin 86 : 88.900
Fin 87 : 74.530
Fin 88 : 67.260
Fin 89 : 62.290

Source des tableaux : Usinor-Sacilor

Pour la deuxième année consécutive, la sidérurgie française est bénéficiaire : de 4,6 milliards de francs en 1988, de 8 milliards de francs en 1989. Avec 19,5 millions de tonnes d'acier produits en 1989, le groupe Usinor-Sacilor se situe au deuxième rang mondial derrière le japonais Nippon Steel. Les résultats sont plus significatifs encore par métier : numéro un mondial pour les aciers inoxydables avec Ugine, le groupe sidérurgique français l'est aussi pour la production de fil machine à travers l'ensemble Unimétal-Saarsthal qui fait de lui, en outre, le deuxième producteur allemand derrière Thyssen. Il est, avec Sollac, le premier producteur européen de tôles minces. En Europe, sa part sur les principaux marchés dépasse 20%.

Un redressement au prix fort

Ce redressement financier et industriel -qui s'inscrit en tête des bons résultats de l'ensemble du secteur public concurrentiel- est d'autant plus spectaculaire qu'en 1986, la sidérurgie française affichait une perte nette de 12,5 milliards de francs, qui s'élevait encore à 5,5 milliards de francs en 1987.





Ce résultat a été acquis au prix fort. Qui n'a encore en mémoire les drames humains, les déchirements sociaux, les conflits durs et souvent désespérés, la mort, annoncée au rythme de la fermeture des installations, de villes et de régions entières (le Nord-Pas-de-Calais et la Lorraine particulièrement) générés par une crise de la sidérurgie longue de quinze ans ?

Crise structurelle mondiale, certes, qui n'épargnera ni les pays de la CEE (groupés depuis 1951 dans la Communauté européenne du charbon et de l'acier, CECA) ni les Etats-Unis, ni le Japon, mais qui fut aggravée en France par les erreurs de stratégie et les défaillances d'un patronat à bout de souffle et, à certains moments, par des choix politiques inadaptés.

La nationalisation des deux principales sociétés Usinor et Sacilor, en 1981, puis la fusion -réussie- de ces deux frères ennemis de l'acier français en 1986 auront été déterminants pour sauver du désastre l'industrie sidérurgique nationale. Il en aura coûté à la collectivité entre 1975 et 1985 quelque cent milliards de francs (consacrés pour l'essentiel au financement de la convention sociale de la sidérurgie). Dans le même temps, pour faire face à un marché en pleine contraction due au progrès technologique, à l'apparition de produits de substitution et au ralentissement de l'activité des principales branches utilisatrices d'acier, des restructurations drastiques ont été réalisées, conduisant à la suppression de cent mille emplois et à la fermeture totale ou partielle de nombreux sites (Longwy, Denain, Dunkerque, Pompey...). Les capacités de production ont été réduites de 20% dans les produits plats et de 37% dans les produits longs, ramenant la production d'acier française de 27 millions de tonnes en 1974 à 17,7 MT en 1987. De très lourds investissements ont été engagés dans la modernisation des usines et dans la recherche constante de l'amélioration de la productivité. Tous les pays producteurs d'acier prirent le même type de mesures (la CEE perdit 250.000 emplois et réduisit de 32 millions de tonnes sa production).

Il aura fallu attendre treize ans -1988- pour que des résultats positifs apparaissent enfin, favorisés par une reprise quasi-miraculeuse de la demande mondiale. Cette conjoncture a bénéficié à tous les groupes sidérurgiques européens, américains, japonais, qui, comme la France, ont retrouvé le chemin des bénéfices.

Prudence et vigilance

L'avenir des maîtres de forges est-il définitivement assuré pour autant ? Dans l'entretien qu'il nous a accordé, le PDG d'Usinor-Sacilor, Francis Mer, se montre prudent. D'autant qu'après le boum de 1988 (+7,7%) la production d'acier brut française n'a progressé que de 0,9% (production mondiale : +0,5%).

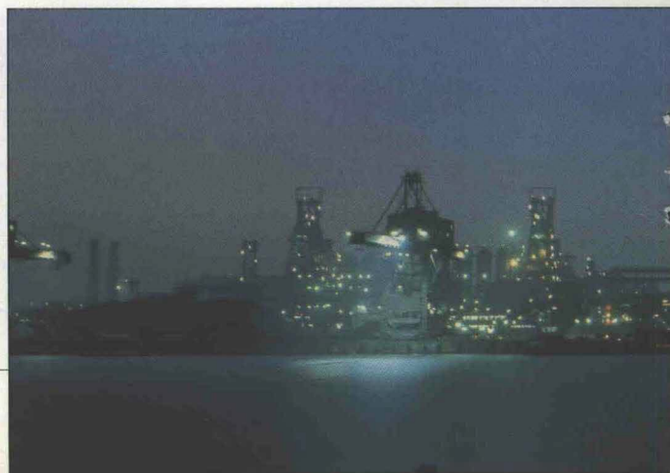
C'est pourquoi le groupe sidérurgique français entend poursuivre sa restructuration (notamment dans les produits longs, qui sortent à peine du rouge) à la fois pour résister à tout retournement de conjoncture, faire face à la concurrence de nouveaux pays producteurs (Brésil, Corée du Sud, Chine...) et anticiper sur les futures révolutions technologiques.

Après être passés de 88.000 en 1986 à 62.000 en 1989, les effectifs vont subir une nouvelle baisse de cinq à six mille d'ici à mars 1991, date d'expiration de la Convention générale de protection des salariés (CGPS). Si 1988 a vu le redémarrage de Florange-Sainte-Agathe (Moselle), pour répondre à l'accroissement de la demande de l'industrie automobile notamment, d'autres sites fermeront encore pour renforcer la compétitivité du groupe. Une politique rigoureuse qui commence à être contestée par les syndicats, inquiets pour l'emploi, et qui n'ont pas oublié les sacrifices des années passées, alors que des sites déjà saignés à blanc : Lorraine, Nord, Fos, sont à nouveaux concernés.

Ghislaine Toutain.

Les dix premiers mondiaux de l'acier

	Production 1988 (en millions de tonnes)	Résultats 1988 (en millions de francs)	Résultats 1989
Nippon Steel (Japon)	28,3	+ 1.746	+ 8.000
Usinor-Sacilor (France)	19,5	+ 4.500	+ 8.600
British Steel (Royaume-Uni)	14,7	+ 4.188	+ 5.536
USX (RFA)	14,1	+ 4.498	+ 5.100
Posco (Corée)	13,1	+ 146	ND
NKK (Japon)	12	+ 732	+ 3.122
Ilva (Italie)	11,8	- 2.790	+ 511
Sumitomo (Japon)	11,8	+ 120	+ 3.605
Bethlehem Steel (USA)	11,7	+ 2.418	ND
Thyssen (RFA)	11,2	+ 2.232	+ 2.832



Florange-Ste-Agathe : l'usine Sollac ▶

PAYE AU PRIX FORT

Francis Mer : "Si, aujourd'hui, le secteur public obtient de bons résultats, c'est qu'il est bien géré."



Francis Mer, PDG d'Usinor-Sacilor ▲

***"Vendredi"*. Comment s'explique le récent (mais spectaculaire) redressement de la sidérurgie française ? En quoi la nationalisation de 1981 l'a-t-elle favorisé ?**

Francis Mer. Il n'y a pas eu de loi de nationalisation des groupes Usinor et Sacilor (1). C'est, à mes yeux, la fusion de ces deux groupes, en 1986, qui a été déterminante pour sauver cette industrie majeure, même si elle n'ést pas indispensable : l'Allemagne fédérale compte cinq grands groupes sidérurgiques... L'important était de constituer un groupe de dimension mondiale et d'en faire une entreprise industrielle comme une autre, immergée dans son milieu naturel, celui du marché concurrentiel. En ce sens, la fusion a été l'un des facteurs du redressement.

Pas le seul, bien sûr. La compression très forte des effectifs entre 1980 et 1988 (cf tableau) en est un autre qui intervient pour 35% à 40% dans ce redressement. Le reste est une question de gestion, (réduction des coûts de production et financiers), de moyens, d'investissements pour moderniser les usines et augmenter la productivité. Dans ce domaine, vous savez que les Français dépassent les Allemands, avec 4,2 heures travaillées par tonne d'acier brute produite contre 4,4 heures environ outre-Rhin.

Cette situation satisfaisante, aidée également par une conjoncture favorable, va-t-elle durer ? Une autre crise de la sidérurgie est-elle désormais exclue ?

Il est vrai que la conjoncture a été particulièrement bonne en 1988 et 1989 : nos principaux débouchés -le bâtiment et les travaux publics, l'automobile, l'électroménager, les biens d'équipement- ont connu en 1989 une sorte de palier haut après la croissance significative de l'année précédente. Ce qui a entraîné un accroissement sensible de la consommation mondiale d'acier. L'année 1990, nous le savons, ne sera pas exceptionnellement bonne, mais aucun cyclone économique n'étant annoncé en Europe, notre résultat devrait être convenable.

Toutefois, il faut rester vigilant. Nous ne sommes pas à l'abri d'un retournement de conjoncture, ou d'une demande contrastée, à laquelle notre groupe doit, dans le futur, pouvoir s'adapter.

En outre, la concurrence internationale se renforce avec l'arrivée sur le marché de nouveaux producteurs (Corée du Sud, Brésil, Taïwan), sans parler des problèmes spécifiques posés à l'Europe par les sidérurgies de l'Est.

Enfin, vous avez évoqué la grave crise de la sidérurgie qui a frappé la France et l'Europe pendant quinze ans. Je ne pense pas que nous connaîtrons à nouveau une situation aussi dramatique. Les principales restructurations ont été réalisées, même si elles ne sont pas toutes achevées. Nous devons encore progresser dans le domaine de la productivité, et nous préparer aux nouvelles révolutions techniques qui nous attendent dans les vingt prochaines années. La crise de 1975 a été marquée par l'émergence de la coulée continue.

Le défi technologique de demain porte sur la coulée continue des produits minces. C'est pourquoi l'un des axes prioritaires pour préparer l'avenir est l'accroissement de notre effort de recherche (+25% dans les deux ans à venir). Seule difficulté : trouver des chercheurs de qualité attirés par l'industrie sidérurgique, dont l'image d'industrie en difficulté commence seulement à disparaître.

Pourquoi avoir choisi la stratégie du tout acier, alors que d'autres (Japonais, Américains) jouent la diversification ?

Nous ne sommes pas les seuls. British Steel a choisi la même stratégie. La raison principale de ce choix, approuvé par l'Etat dans le contrat d'objectifs signé récemment, réside dans la diversification même de l'Etat actionnaire. Ensuite, les métiers de l'acier sont très diversifiés. L'acier consommé en Europe l'est pour 37% dans les BTP, 20% dans l'automobile et 23% dans les biens d'équipement industriel.

La politique d'acquisitions tous azimuts menée actuellement s'inscrit-elle dans ce contexte ?

Absolument. Il s'agit de constituer, dans chaque métier de l'acier, des ensembles compétitifs maîtrisant leur marché et aussi de nous doter d'un réseau commercial performant, notamment à l'étranger, d'où, depuis 1988, nos prises de participation chez des négociants allemands, italiens, espagnols et américains, dans le but d'assurer un meilleur service à nos clients en nous rapprochant d'eux géographiquement.

L'événement marquant pour Usinor-Sacilor en 1989 aura été l'élargissement de notre activité en FRA avec l'intégration de Saarstahl et la constitution de DHS, le holding qui, depuis juillet dernier, réunit nos intérêts allemands dans les produits longs, les produits plats et la transformation. Ainsi, sommes-nous devenus le numéro deux de l'acier allemand. Le quart du personnel du groupe travaille aujourd'hui dans des usines, des centres de recherche, des agences commerciales allemandes.

La situation financière du groupe va-t-elle permettre la poursuite de ce mouvement avec la même intensité ?

Même si Usinor-Sacilor n'est plus une entreprise assistée, notre endettement atteint encore 21 milliards de F. Notre objectif est de poursuivre le désendettement qui pèse lourdement sur nos marges de manœuvre. A la différence de British Steel, dont le trésor de guerre s'élève à 5 milliards de F.

Nos nouvelles acquisitions, comme les précédentes, se feront par autofinancement, en fonction des opportunités et de l'environnement général. Sans exclure de faire appel à l'Etat actionnaire si une opportunité de rachat stratégique dépassant nos moyens se présentait.

Je vous rappelle aussi que, pour préparer l'avenir, nous sommes engagés dans un très lourd programme d'investissements industriels en France : 4,4 milliards en 1989, contre 3,2 en 1988 et probablement plus de 6 en 1990.

Autre gros dossier, la future politique sociale de l'entreprise. Certaines inquiétudes semblent se faire jour chez les salariés qui s'interrogent notamment sur la poursuite de la réduction des effectifs.

La réduction très forte des effectifs à laquelle nous avons dû procéder -et qui se poursuit encore actuellement- a été facilitée par la Convention générale de protection sociale (CGPS) qui vient à expiration en mars 1991. A cette date nous redeviendrons, dans ce domaine aussi, une entreprise comme les autres. Notons au passage que le groupe contribue, dans le même temps qu'il réduit ses effectifs, à la création de nouveaux emplois dans le cadre de sa mission de développement régional : 6.000 emplois créés en 1989 et 28.000 depuis la fondation des sociétés d'industrialisation en 1983.

Dès le premier trimestre de cette année, nous devons mener avec les partenaires sociaux une réflexion interne très intense pour jeter les bases des relations de travail de l'après mars 1991, qui verra la fin d'un système qui permettait une retraite anticipée à 50 ans (55 ans pour les cadres) et qui interdisait pratiquement l'embauche, d'où les problèmes particuliers de la pyramide des âges caractérisée par une absence de jeunes.

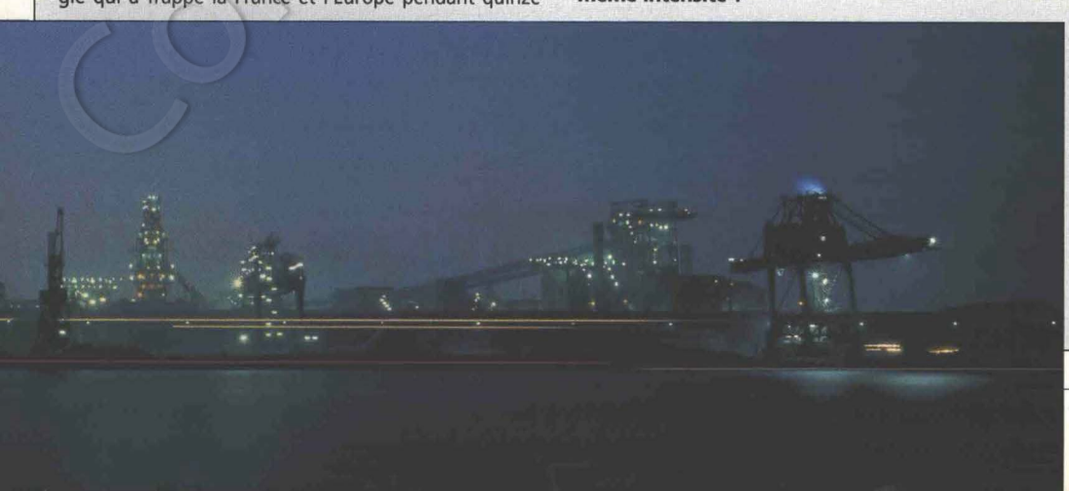
Nous sommes déterminés à traiter ensemble de la formation (nous faisons déjà un effort important dans ce domaine), des conditions de travail et de salaire, de la qualification, dans l'intérêt du personnel et avec lui. Je suis convaincu, en effet, que dans le futur, c'est la performance du personnel qui sera de plus en plus déterminante dans la performance et la compétitivité de l'entreprise.

Etes-vous satisfait de vos relations avec l'Etat ?

Oui. Je crois que l'Etat a clairement compris que la gestion des entreprises publiques devait être laissée aux industriels. Si, aujourd'hui, le secteur public obtient de bons résultats, c'est qu'il est bien géré. Dans le secteur concurrentiel particulièrement, il est inutile de se poser un quelconque problème métaphysique sur la nature de l'entreprise. Il faut agir en toute liberté intellectuelle.

Propos recueillis par G.T.

(1) Par la loi de finances rectificative du 18 novembre 1981, l'Etat a tranformé en actions les prêts qu'il avait accordés aux sociétés Usinor et Sacilor, en devenant ainsi propriétaire à 95%.





Aller de l'avant, créer un espace social



▲ *Le dernier tué sur le mur... février 89... il avait vingt ans.*

"Notre Communauté européenne, sociale, démocratique et ouverte". C'est sous ce slogan que se sont réunis à Berlin, les 8 et 9 février, les partis socialistes de la Communauté européenne.

Le congrès a été précédé par un meeting de soutien au SPD est-allemand, réunissant l'ensemble des leaders socialistes ouest-européens, qui ont répondu aux questions de jeunes de RDA, Pologne, Hongrie... De quoi comprendre que les choses vont très vite au centre de l'Europe.

Devant le succès de cette manifestation, une opération semblable est en préparation à Budapest, afin d'aider le Parti social-démocrate hongrois, membre de l'IS, dans sa campagne électorale.

De nombreux invités venaient des pays de l'Europe de l'Est, et des pays membres de l'AELE. Ces derniers ont vu leur statut se modifier. Ils sont à présent membres "associés" de l'Union, à l'exception du SPÖ, accueilli membre à part entière, en raison de la demande d'adhésion à la CEE de l'Autriche. Les partis socialistes de Turquie, de Chypre, ainsi que le SPD de "l'Est de l'Allemagne" (puisque c'est ainsi qu'il se définit), sont devenus "observateurs" au sein de l'Union.

Le débat du jeudi a été consacré à la situation en Europe centrale et orientale. Après les exposés de Hans Josef Vogel, de Bruno Craxi et de Willy Brandt (à qui le leader du PS nord-irlandais, John Hume, a offert un morceau du mur de Belfast), le congrès a écouté Valentin Falin, responsable de la section internationale du PC de l'URSS, qui voit les socialistes "non pas comme des ennemis, mais comme des partenaires." Le congrès a été unanime pour demander "la poursuite du processus de désarmement en Europe, visant à l'établissement d'un futur partenariat en matière de sécurité entre l'Est et l'Ouest."

Il revenait à Pierre Mauroy d'introduire le débat du vendredi, consacré à un aspect essentiel pour les socialistes de la Communauté : l'Europe sociale. Le Premier secrétaire a qualifié de "décevante" la Charte sociale, adoptée par le Conseil, et demandé des avancées significatives. "Car nous savons -et cela nous distingue de la droite- que les économies modernes construisent leur efficacité économique au travers d'une conception ambitieuse du progrès social. Plusieurs mouvements sociaux ont, ces derniers temps, débordé leur frontière nationale, et se prolongent sur plusieurs Etats : preuve s'il le fallait que l'édification d'un espace social européen constitue la réponse indispensable à l'européanisation souhaitable de nos industries et des marchés. C'est une vérité simple, presque un constat. Encore s'agit-il pour nous de l'assumer. L'Europe de 1992 peut nous donner l'occasion d'une nouvelle grande avancée sociale, nouvelle étape sur le chemin de la justice et du progrès, étape ardemment souhaitée par ceux qui nous soutiennent et aspirent à une réelle transformation sociale."

La question sociale : clef du développement du socialisme européen

"L'Europe ne sera forte que si elle rencontre sa dimension sociale. Ce qui nous unit fondamentalement par delà la diversité de nos Etats, c'est une certaine vision de l'homme et de la société : une culture, mais aussi le sens de la justice, la volonté d'un équilibre dans les rapports entre les hommes et avec leur environnement. Et c'est ce modèle-là qui a si fortement attiré nos amis des pays de l'Est."

"Tous les cadres futurs de coopération, y compris la confédération européenne suggérée par François Mitterrand, exigent l'appui d'une Europe forte, assise sur une volonté affirmée de vivre en commun et sur un véritable projet politique. Car les chances de l'Europe ne sont pas indifférentes de la vision idéologique que nous avons de son devenir."

"Nous devons ainsi aller de l'avant pour mieux répondre à la bousculade des problèmes. Aller de l'avant dans l'édification d'un marché. Aller de l'avant dans l'élaboration des politiques communes dans la perspective de l'union économique et monétaire. Aller de l'avant en matière de coopération politique. Aller de l'avant, enfin, et peut-être surtout dans la création d'un espace social. C'est à ce dernier point que nous réservons à présent notre réflexion. Qui s'en étonnerait ? La question sociale est au centre du processus communautaire. Elle est le clef du développement d'un socialisme européen. Et je suis pour ma part convaincu que, dans les années qui viennent, seule la dimension sociale pourra féconder la construction européenne."

Le dernier débat portait sur "l'avenir de la Communauté". Les socialistes souhaitent que la prochaine conférence intergouvernementale ne traite pas que des questions monétaires. Elle doit corriger le "déficit démocratique" dont souffrent les institutions communautaires.

Enfin, le congrès a réélu à la présidence de l'Union des partis socialistes de la Communauté européenne, Guy Spitaels, président du Parti socialiste belge francophone.

J. V.

François Mitterrand : "Que l'Europe se fasse elle-même"

Dans un entretien avec huit quotidiens régionaux, François Mitterrand a précisé ses conceptions de l'avenir de l'Europe et ses projections sur le désarmement comme sur la confédération. Une réflexion très riche et significative dont nous tirons quelques extraits.

• L'Allemagne unifiée

N'oublions pas que nous avons vécu, avec la chute du mur de Berlin, des moments magnifiques. C'était vraiment l'histoire, et quelle histoire : la victoire de la liberté qui s'écrivait sous nos yeux. L'accélération des évènements ne change rien aux principes dont il convient de s'inspirer. Je ne pose pas plus de préalable aujourd'hui qu'hier à l'autodétermination des Allemands. L'unification relève essentiellement de leur volonté, de leur choix. C'est un droit fondamental. Cela dit, les Allemands doivent tenir compte des engagements qui nous lient les uns aux autres, de la sécurité en Europe, du devenir de la Communauté, de l'équilibre européen. La déclaration votée à l'unanimité des douze pays de la Communauté le 8 décembre 1989, à Strasbourg, l'a utilement rappelé. L'unification, faut-il le répéter, est d'abord l'affaire des Allemands. Mais les quatre puissances ont des compétences reconnues dont je n'imagine pas qu'elles useront sans en débattre avec les Allemands.

Réunifiés, 80 millions d'Allemands pèseront lourd et lorsque le Prusse et la Saxe se mettront à l'ouvrage, on en entendra parler. Mais la France, ramassée derrière ses frontières naturelles, forte d'une grande histoire, riche de son rayonnement culturel, d'un bon état de santé économique, de son rôle international, capable d'assurer sa propre sécurité, supportera la comparaison. Elle la supporte depuis dix siècles.

• L'avenir de la CEE

Le chancelier Kohl rappelait récemment cette formule d'Adenauer "l'unité allemande sous le toit européen". Je n'ai pas de raison de douter de la parole des dirigeants allemands. Je pense que l'accélération du processus interallemand doit être accompagnée par l'accélération du processus européen. Pourquoi attendre décembre, par exemple, pour réunir la conférence intergouvernementale prévue à cet effet ?

• Les alliances militaires

380.000 soldats soviétiques en Allemagne de l'Est, un peu plus de soldats de l'Alliance atlantique en Allemagne de l'Ouest, y compris les quatre zones de Berlin, telle est la situation d'aujourd'hui. Demain, une frontière militaire et des armées face à face, en temps de paix, à l'intérieur d'un pays unifié, voilà qui serait étrange et peu durable. Il appartiendra aux membres des deux alliances d'en décider et à ceux de la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) de s'exprimer. De toute façon, il serait sage, du côté atlantique, de marquer, dès maintenant, l'intention de ne pas avancer les défenses de l'OTAN au-delà des limites actuelles, en attendant l'accord général qui intégrera dans l'équilibre des forces les nouvelles données venues de l'Europe de l'Est. (... ...) Un accord fondé sur la diminution des armes entrainera la diminution du nombre de ceux qui les servent.

• Confédération, maison commune

Ce que j'en ai dit jusqu'ici a suffi à intéresser la Pologne, la Hongrie, l'Allemagne fédérale, la Tchécoslovaquie qui l'ont publiquement déclaré. Si quelqu'un propose une idée meilleure, je serai le premier à m'y rallier. L'essentiel pour moi est que l'Europe reprenne sa vraie place dans le monde, après son autodestruction des deux guerres mondiales. Bref, j'attends des Européens qu'ils aient dans la tête, comme moi-même, cette paraphrase d'un mot fameux : "que l'Europe se fasse elle-même".

Afrique du Sud : ce n'est qu'un début, la lutte continue



Nelson Mandela, chef historique du Congrès national africain, a été libéré après vingt-sept ans passés en prison. Ce n'est que la première étape vers l'égalité des Noirs et des Blancs et l'avènement de la démocratie. Une voie qui risque d'être longue et difficile. Interview de Jean-Bernard Curial (1).

"Vendredi". Un tournant historique a été franchi en Afrique du Sud avec la libération de Nelson Mandela. Est-on pour autant sur le point d'en finir avec l'apartheid ?

Jean-Bernard Curial. Non, pas du tout. Frederik De Klerk a mis un pied dans le Rubicon. Il lui reste à le franchir. Rien n'indique aujourd'hui que la négociation souhaitable, nécessaire, entre la minorité blanche et la majorité noire se fera facilement. Pour aboutir au suffrage universel, "un homme, une voix", que réclame la population noire, il faudra du temps et des concessions. De part et d'autre. Je suis moins optimiste que la plupart des observateurs. L'Afrique du Sud est une poudrière. La violence peut exploser à tout moment. D'autant que rien ne se réglera dans ce pays sans qu'il n'y ait parallèlement un règlement général des conflits dans l'ensemble de l'Afrique australe, déstabilisée par Pretoria. De Klerk et Mandela risquent leur peau. Si l'un d'eux est abattu, ce sera le feu aux poudres généralisé.

"La lutte armée va continuer", a déclaré Mandela à sa sortie de prison. Pourquoi adopte-t-il une attitude dure ?

Il n'a pas dit exactement cela. Il a rappelé la position fondamentale de son mouvement qui est : tant que l'apartheid, ce crime contre l'humanité, existe, il ne faut pas relâcher la lutte armée défensive. N'oublions pas que, pendant cinquante ans, jusqu'en 1960, l'ANC a été un mouvement non violent, très influencé par Gandhi. A force de prendre des coups sans jamais les rendre, il a entamé une lutte armée.

Rien n'a bougé en Afrique du Sud depuis l'arrestation de Mandela. Il n'y a donc pas fondamentalement de raison de changer de tactique. Mais il a très vite ajouté qu'il espérait voir s'instaurer rapidement un climat conduisant à une solution négociée. Il a voulu rassurer la population noire sur sa détermination, mais s'est bien gardé de fermer la porte au dialogue, solution qu'il privilégie, et l'engagera quand les conditions requises pour l'ouvrir -levée totale de l'état d'urgence et libération de tous les prisonniers politiques-, seront réunies.

Entre les exigences de l'ANC et les attaques violentes de l'extrême droite, quelle est la marge de manœuvre de Frederik De Klerk ?

En s'alliant au Parti démocratique, le Parti national au pouvoir pourrait disposer d'une majorité solide, capable de soutenir De Klerk tout au long du processus de négociation. Mais il existe une autre composante, dont on ne parle pas, et qui joue pourtant un rôle très actif : l'armée. Jusqu'à présent, elle a soutenu le pouvoir. Mais elle peut parfaitement basculer d'un côté ou de l'autre. Si des troubles graves venaient à se déclencher à l'intérieur de la communauté noire, soit sciemment provoqués par ceux qui refusent tout changement, soit provenant de tensions interethniques, on assisterait alors à un durcissement qui pourrait aller jusqu'à une prise en main de l'appareil d'Etat et l'arrêt du processus en cours.

Mandela peut-il fédérer l'ensemble des forces noires ?

Passées les premières semaines d'émotion, il va devoir affronter les réalités du terrain. En prison, il était la conscience ; dehors, il va avoir à gérer les contradictions non seulement de l'ANC mais de l'ensemble du peuple noir. Cela signifie s'attirer des antipathies, des haines même. S'il parvient à rester au-dessus des luttes intestines, alors, oui, il peut jouer un rôle de fédérateur de toutes les forces noires. Si lui n'y parvient pas, personne d'autre n'y parviendra. Il est la seule chance de règlement négocié. De même que De Klerk est le seul qui, extrême droite exclue, puisse rassembler le monde blanc.

L'écroulement des régimes communistes d'Europe de l'Est, en coupant l'ANC de ses supports traditionnels, ne risque-t-il pas de changer la donne ?

Si, tout à fait. Pour trois raisons ; d'abord, une partie du soutien militaire à l'ANC va se tarir : ensuite, une certaine normalisation des rapports entre les pays de l'Est, l'Union Soviétique et l'Afrique du Sud, va s'établir. Enfin, au sein des mouvements de libération, les débats idéologiques vont devenir aigus entre les vieux leaders staliniens et les nouvelles générations. Tout cela peut favoriser les négociations entre De Klerk et l'ANC.

Quel rôle peuvent jouer les pays occidentaux et les socialistes pour favoriser l'émergence de la démocratie en Afrique du Sud ?

Ils ne doivent surtout pas baisser la garde. De Klerk a pris des décisions courageuses. La communauté internationale risque d'être tentée de se précipiter en Afrique du Sud. Il faut se souvenir que la région est un véritable Eldorado : richesse minière, fertilité de la terre. Or, il est décisif pour l'avenir du pays de maintenir des pressions, de dire haut et fort que De Klerk a l'appui des Occidentaux, qu'il doit aller le plus loin possible, le plus vite possible. Le seul moyen de soutenir De Klerk, c'est de dire à la droite sud-africaine : attention, si vous ne le suivez pas, on vous asphyxie.

La France est particulièrement bien placée dans la région. Personne n'a mesuré l'immense espoir qu'avait fait naître là-bas l'élection de François Mitterrand. Nous nous devons d'avoir une vraie politique d'ensemble qui sache ce qu'elle veut obtenir et non pas des actions ponctuelles, suivies généralement de contrats, comme c'est le cas aujourd'hui.

Il ne faut surtout pas lever les sanctions, abandonner le combat juste au moment où les choses évoluent.

Quant au Parti socialiste, son rôle, comme celui de l'Internationale socialiste, est évidemment de continuer à aider l'ANC. Restons conscients que, malgré la libération de Mandela, les problèmes en Afrique du Sud ne sont pas derrière nous, mais devant.

Propos recueillis par Patricia Jaffray



(1) Cofondateur du mouvement antiapartheid en France et coordinateur du comité spécial Afrique noire-Afrique australe de l'Internationale socialiste.



Deux printemps vers deux nouvelles démocraties ?

Colloque

Les révolutions à l'Est : après le communisme, le socialisme démocratique ? Organisé par le Forum international de politique, l'Institut socialiste d'études et de recherches et le Parti socialiste
1. Nationalités, fédéralisme et confédération, avec
Georges Ayache, Gérard Collomb, Michel Lesage, Charles Urjewicz, Claudio-Sergio Ingerflom et Pierre Guidoni.
2. Les réformes économiques et le marché européen, avec
Gérard Fuchs, Alain Liepitz, André Gaudron et Jean-Paul Dessertine.
3. Pluralisme politique et pluripartisme avec
Renée Fregosi, Jean Ellenstein, Colette Audry, Léo Hamon et Giorgio Napolitano

Lundi 19 février, Maison de l'Amérique latine, 217, bd. Saint-Germain, Paris 7e, Tél 45.56.78.10

La Bulgarie et la Roumanie évoluent vers la démocratie. Mais le pouvoir réel est encore détenu par les communistes. Les élections prévues pour le mois de mai devraient clarifier la situation.

"Parti communiste = mafia". Sous les fenêtres de l'Académie des sciences, en plein centre de Sofia, un petit groupe d'étudiants déambule en scandant son dégoût pour le PC bulgare. Les passants restent indifférents, comme habitués à ce genre de provocation ; quant à la milice, elle se garde bien d'intervenir. Il y a tout juste trois mois, avant la chute de Todor Jivkov, l'homme fort du régime, le 10 novembre 1989, une telle scène eut été inconcevable. Tout comme ces manifestations et réunions publiques d'étudiants, de locataires ou de militants de partis d'opposition qui surgissent au coin des rues, sur les places du centre-ville. Il suffit de sillonner Sofia pour constater une réalité : la Bulgarie est en voie de démocratisation.

Cette évolution se traduit également dans les institutions. Le PC a engagé sa perestroïka : renoncement au communisme au profit de la social-démocratie, concessions en direction de l'économie de marché, abandon du centralisme démocratique et reconnaissance de l'existence de tendances, volonté affirmée de séparer le Parti de l'Etat et même de changer de nom.

"Nous voulons nous acheminer vers un nouveau type de parti se rapprochant des partis socialistes ou sociaux-démocrates d'Europe occidentale", confie Boiko Dimitrov, ministre des Affaires étrangères.

Autre innovation : le multipartisme. Les partis d'opposition, enfin légalisés, se sont groupés dans l'UFD (Union des forces démocratiques).

Mais les élections qui sont prévues pour le mois de mai montrent les limites de la libéralisation. En fixant une date aussi proche, le PC espère profiter de l'inorganisation d'une opposition, tout juste renaissante de 40 ans de répression, pour conserver le pouvoir. "Le pays a besoin de réformes", expliquent les responsables communistes. Certes, la Bulgarie souffre d'un endettement de 10 milliards de dollars et la vie quotidienne est faite de pénuries (voir "Vendredi" n° 48). Mais le PC a-t-il vraiment la volonté de transformer le pays ? Même en son sein, certains en doutent. A l'instar de l'ASO (Association pour le socialisme alternatif), la tendance la plus critique du PC bulgare. Son président, Nicolas Vassiliev ne mâche pas ses mots : "Le PC, qui a gouverné le pays pendant 43 ans, l'a mené dans un gouffre. Lors de notre dernier congrès, au début du mois, des réformes radicales auraient dû être proposées. Or, nous avons assisté à une parodie de congrès où la majorité des délégués représentait la nomenklatura. La crise va s'aggraver." Et Constantin Trenchev, président du syndicat libre Podkrepa renchérit : "Le PC ne veut rien changer, il souhaite simplement rester au pouvoir."

Méfiante, l'opposition a repoussé l'offre que lui ont faite les communistes d'entrer dans un gouvernement d'entente nationale. "Nous n'aurions pas pu faire aboutir nos propositions et nous nous serions compromis avant les élections", explique-t-on à l'UFD, qui refuse d'être "la façade démocratique" du PC. Autant dire que les négociations qui se déroulent actuellement entre le pouvoir et l'opposition pour préparer les élections devraient être serrées jusqu'au bout...

Roumanie : les méthodes du Front

En Roumanie, au contraire, l'opposition a décidé de participer au Conseil provisoire d'union nationale qui remplace le conseil de Front de salut national et doit gérer le pays jusqu'aux élections du 20 mai. "Nous avons connaissance ainsi des dossiers et des problèmes, et nous pouvons en informer la presse, explique Sergiu Cunescu, président du Parti social-démocrate. Avec la création de ce conseil, nous avons fait un pas vers la démocratie, mais ce n'est pas encore la démocratie." Car les trois partis historiques, le PSD, le Parti national libéral, et le Parti national paysan s'inquiètent de l'emprise encore forte des communistes sur le pays. Ils reprochent au Front de compter dans ses rangs d'anciens responsables compromis avec Ceausescu. "La Securitate existe toujours, estime Sergiu Cunescu. Pourquoi maintient-on ces blindés autour du siège du Front et de la télévision ? Il n'y a plus de terroristes..." Enfin, si le Front s'est substitué au PC, il en a gardé les méthodes, comme l'a prouvé la contre-manifestation organisée le 29 janvier pour répliquer au grand rassemblement suscité la veille par les trois partis d'opposition.

En quelques heures, il a mobilisé les ouvriers avec une efficacité digne de la plus pure tradition du régime Ceausescu.

Cette démonstration de force a permis aux communistes de vérifier qu'ils disposaient encore d'une réelle assise. Dans un pays exsangue sur le plan économique, les réformes sociales-démocrates préconisées par les partis d'oppositon inquiètent la frange de la population la moins informée, pour qui l'apparition d'un secteur privé signifie mainmise de l'étranger sur le pays et chômage. Aux yeux de cette catégorie de Roumains, le Front, même s'il prône lui aussi une ouverture à l'économie de marché, représente une évolution plus rassurante. Lors de la campagne électorale, les communistes et les principaux partis d'opposition devraient se disputer le créneau du centre-gauche en brandissant l'étendard de la social-démocratie. Reste à savoir ce que chacun mettra véritablement dans ce concept. "La Roumanie et la Bulgarie vivent un moment décisif de transition entre l'ancien régime et l'établissement de la démocratie, constate Pierre Guidoni, secrétaire national du PS aux Relations internationales, qui s'est rendu dans ces deux pays au début du mois en compagnie de Gilles Martinet. Des principes sont acquis mais ils sont fragiles ; le pouvoir réel est encore détenu par des communistes ou des anciens communistes. C'est donc une période de lutte politique complexe où la tâche de l'opposition est très difficile." Les printemps roumain et bulgare feront-ils éclore deux nouvelles démocraties ?

Jean-Pierre Bedeï



◀ *Bucarest, 3 février 1990. Une réalité : la Roumanie est en voie de démocratisation*

Tchécoslovaquie : une grande exigence politique



Atypique. C'est ainsi que les Pragois qualifient cet hiver exceptionnellement doux qui baigne la Tchécoslovaquie. Après le coup de froid de l'automne, pendant le grand chambardement qui a balayé l'ordre établi depuis 1948, le temps s'est mis au diapason de la situation politique. Mais, incontestablement, le pays vit sous le charme du nouvel occupant du Hradcany (1) : Vaclav Havel.

Président de la République depuis moins de deux mois, l'ancien porte-drapeau des dissidents domine de sa personnalité le grand élan qui a saisi le pays. "Révolution de velours" dans les pays tchèques, "révolution tendre" en Slovaquie, les Tchécoslovaques ont eux-mêmes qualifié leur marche en avant. Avec une assurance tranquille, Sacha Vondra, ancien porte-parole de la Charte 77 et nouveau conseiller international du président déclare : "Tout notre temps, nous le consacrons au travail concret et quotidien." Les nouveaux dirigeants ne manquent pas de compétence et de lucidité ; il en faut pour compenser leur inexpérience du pouvoir. Les socialistes français en savent quelque chose. Les Tchèques, qui avaient une bonne longueur de retard sur les Polonais et les Hongrois, semblent refaire plutôt rapidement le terrain perdu.

Pas de doute, le printemps de 1968 porte à présent ses fruits. L'interminable hiver de la normalisation n'a pas paralysé la réflexion politique des anciens opposants. C'est un atout pour les nouveaux gouvernants qui ont pris, avec beaucoup d'assurance, le train de l'histoire en marche.

Le nouveau paysage politique

De son côté, le Forum civique, vaste nébuleuse politique née des événements de novembre, assure la liaison avec la population en Bohème et en Moravie et anime la vie politique. "L'Opinion publique contre la violence", son homologue slovaque, assure aussi des fonctions de creuset politique dans les provinces orientales. Chacune de ces constellations est à l'origine de quarante partis politiques, créés ou en voie de l'être depuis la chute des communistes. La perspective d'élections libres, les premières depuis plus de quarante ans, sont un fort stimulant pour le pluralisme démocratique. Le président Havel, comme le précisent ses affiches, dont Prague est couverte, est "le garant des élections libres". La concurrence sera donc rude. Mais à l'image de leur nouveau président, les Tchèques placent très haut les valeurs morales de l'action politique.

Le même esprit anime les responsables de la presse démocratique. Muselée depuis 1948, ses moyens d'expression sont insuffisants. "Svobodne Slovo", quotidien du Parti socialiste (allié au PCT dans l'ancien régime), met ses moyens d'impression, parfaitement obsolètes, à la disposition de nombreux autres organes de presse, notamment "Lidove Noviny", bihebdomadaire dont le rédacteur en chef avait été envoyé en prison quelques semaines avant la "révolution de velours". Dès six heures du matin, on ne trouve plus "Svobodne Slovo" en kiosque. Alors, on se le passe, on se le repasse et, quand on peut, on le photocopie. Les 500.000 exemplaires, tirage considérable eu égard aux quinze millions d'habitants du pays, représentent juste la moitié de la demande. Le besoin urgent, c'est le papier. Sans lui, pas de presse libre, et ce n'est pas une mince préoccupation, au moment où s'engage la première vraie campagne électorale du pays.

La campagne électorale

La campagne, on y pense dans les milieux politiques. Les sociaux-démocrates s'y préparent. Divisés en deux grands courants, ils sont parvenus à un accord pour préparer leur premier congrès, qui se tiendra les 24 et 25 mars. Ecartés de la vie politique depuis l'arrivée des communistes en 1948 (2), certains ont été contraints à l'exil, en Autriche, en RFA, en Grande-Bretagne ou en France, d'autres sont restés, subissant les persécutions du régime totalitaire : neuf ans de prison pour Rudolf Battek, grande figure de l'opposition sous l'ancien régime, dix ans pour Ladislas Kohout. A l'inverse, le Parti socialiste tchécoslovaque collaborait avec le Parti communiste. Pas vraiment en odeur de sainteté, les socialistes ont su retrouver une légitimité en offrant le balcon de leur journal "Svobodne Slovo" à Dubcek et Havel, pendant les journées historiques. La puissance symbolique de cette apparition bénéficie incontestablement au PS, dont le dirigeant astucieux, Kucera, a laissé la place à Skoda, après les événements. Les socialistes tchécoslovaques se situent eux-mêmes "à la gauche du centre"... des radicaux en quelque sorte, dont il serait abusif d'imaginer que les conditions d'existence ont été confortables sous le régime communiste. Ils tiendront leur congrès le 15 mars, et réclameront leur adhésion à l'Internationale socialiste...

Comme on le devine, les communistes, qui ont historiquement joué un rôle prépondérant en Tchécoslovaquie (38% aux élections de 1946, ils gagnaient celles de février 1948), sont hors course. Divisés entre conservateurs et réformistes, ils n'ont pas réagi à la violente gifle reçue fin 1989. De leur côté, les anciens communistes de 1968, chassés du Parti et groupés dans le mouvement "Obroda" (3), cherchent une alliance avec les sociaux-démocrates.

Les thèmes de la prochaine campagne électorale s'esquissent. A l'ordre du jour :

- bâtir le cadre juridique de la Tchécoslovaquie nouvelle, nouvelle constitution, nouveau système judiciaire, nouvelle réglementation économique, police démocratique ;
- jeter les bases d'une économie concurrentielle ;
- assurer la protection de l'environnement, l'un des thèmes essentiels de la campagne (la Tchécoslovaquie subit une pollution industrielle effroyable) ;
- coordination entre pays de l'Est pour créer les conditions du retour dans l'Europe.

Dans l'entourage de Vaclav Havel, on souhaite réaliser très vite les changements tout en mesurant que la course de vitesse sera aussi un marathon. Au plan international, on s'oriente vers une mini-intégration à l'Est en se préservant absolument de la création d'un nouveau bloc et en privilégiant la solidarité avec la Pologne.

En dépit des obstacles, la Tchécoslovaquie n'est pas sans atouts : la maturité politique de ses dirigeants, son organisation économique, peu performante mais existant réellement, son passé démocratique, sa situation géographique, sont autant de bonnes cartes dans cette nouvelle partie qui a commencé en Europe.

Patrice Durand

(1) Château de Prague.
(2)Dès 1946, les sociaux-démocrates, opposés au programme du PCT, avaient quitté le gouvernement.
(3) Renaissance.

Est-Solidarités
souscription nationale

Un immense bouleversement, exigé par les peuples, imposé par les faits, transforme sous nos yeux l'Europe centrale et orientale. Partout, à Varsovie, à Budapest, à Berlin, à Prague, à Sofia, à Bucarest, triomphe la liberté et s'engage le processus démocratique. Partout naissent et se développent les organisations qui auront à construire, à gérer, à administrer ces pays. Partout se mettent en place les outils de la démocratie : élections libres, mouvements, associations, syndicats libres, partis politiques.
Ces hommes et ces femmes attendent de nous appui et solidarité agissante.
"Est-Solidarités", qui groupe des organisations dont certaines sont déjà engagées dans des actions concrètes en direction des pays de l'Est, se propose de renforcer ces efforts. Les besoins sont multiples, les demandes urgentes. Il faut agir vite. Il faut également savoir que nos actions s'inscrivent dans la durée. Deux axes sont prioritaires aujourd'hui :

- la formation ;
- la mise à disposition de moyens de production.

Nous appelons celles et ceux qui souhaitent s'engager aux côtés de ces hommes et de ces femmes qui changent le cours de l'histoire à participer à la

souscription nationale
"Est-Solidarités"
CCP n° 1908 909 G Paris
80, rue Vaneau - Paris 75007
Tél. (1) 45 44 58 25

Signataires de l'appel : Raymond Combettes (Banque monétaire et financière), Edith Cresson (Association démocratique des Français à l'étranger), Jean Devergnes et Michel Gelly (Caisse d'aide sociale de l'Education nationale - Banque populaire), Geneviève Domenach-Chich (Fédération Léo-Lagrange), Raphaël Doueb (Fondation France Libertés), Philippe Farine (Solidarités internationales), Guy Georges (Comité national de la solidarité laïque), Jean Germain (Mutuelle assurances des instituteurs de France), Michel Gevrey (Jeunesse au plein air), Jean-Louis Joseph (Association des maires de France), Jean-Pierre Mailles (Fédération des conseils de parents d'élèves), Eric Martinez (Mutuelle nationale des étudiants de France-Solidarités), Pierre Mauroy (Fondation Jean-Jaurès), Jean-Louis Rollot (Ligue française de l'enseignement), Olivier Spithakis (Mutuelle nationale des étudiants de France), René Teulade (Fédration nationale de la mutualité française), Guy Vadepied (Fédération nationale des élus socialistes et républicains).

Dans le lac

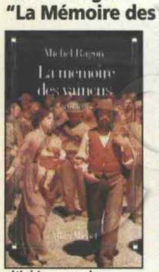
"Militant, suspends ton vol et vous, urnes propices..."
Finalement Le Bourget a évité la tempête, Grand Jacques surfe sur le 69%, tandis que Pasquin-Segua -sans provoquer de lame de fond, effectuaient une belle glisse à 31% (chiffres avant corrections).
Vu l'accueil réservé au seul énoncé du sigle UDF, ce n'est pas demain que Michel Noir pourra ressortir son plan pour "une formation unique de l'opposition". Encore devra-t-il attendre que Carignon ait réglé ses affaires locales pour pouvoir escompter l'appui de ce dernier. Pour l'heure, ce fut la douche.
Les débats ouvrant l'appétit, les compagnons se retrouvèrent autour d'un pot-au-feu commun, sauf Pesquin et Sagua qui jouèrent les hommes-sandwichs. **J.R.**

Umberto Eco :
"La Pendule de Foucault"



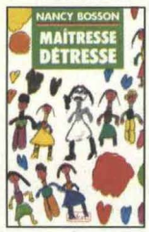
Grande saison romanesque décidément. Beaucoup de bons romans d'où se détachaient déjà "L'Acacia" (Claude Simon), "La Pluie d'été" (Marguerite Duras), "L'Immortalité" (Milan Kundera) et, à présent, "La Pendule de Foucault".
Ce livre est un jeu. Ce jeu est un roman. Ce roman, huit ans après "Le Nom de la rose", est le deuxième d'Umberto Eco. Et "La Pendule de Foucault" est un piège.
Connaissez-vous l'abbaye de Saint-Martin-des-Champs, à Paris ? Peut-être oui, sans le savoir. Là est installé le musée de la Technique du Conservatoire national des Arts et des Métiers, un monastère transformé en temple de la raison. Un lieu anachronique où une lumière glauque tombe par les verrières lancéolées sur des collections poussiéreuses. Mais le lieu ne peut que plaire à Eco : c'est celui de la connaissance illimitée et des objets insolites. Il y situe un roman en dix parties -comme la Kabbale- et cent-vingt séquences, monumental, ésotérique ici, burlesque là, thriller un peu, fou beaucoup. Un livre total, un univers, une démystification de l'occultisme et de l'irrationnel.
Grasset, 662 p., 135 F.

Michel Ragon :
"La Mémoire des vaincus"



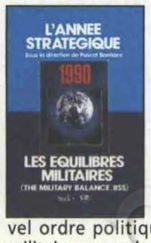
La révolution de 1917 vue de l'intérieur et romancée par Michel Ragon possède d'indéniables charmes. Et l'on se laisse facilement entraîner dans ce tourbillon d'idées et de personnages des années folles de notre début de siècle.
Profitons de l'actualité pour replonger aux racines du léninisme et de son histoire, pour retrouver les idéologues et les pragmatiques du pouvoir, sans oublier ces hommes inspirés qui se qualifiaient d'anarchistes.
Albin Michel, 482 p., 130 F.

Nancy Bosson :
"Maîtresse détresse"



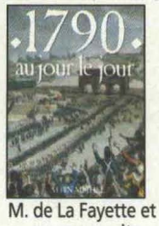
"Je me rêvais maîtresse déesse, 20 ans après, me voici maîtresse détresse". La "maîtresse détresse" est-elle d'un modèle plus répandu que les autres types décrits : l'instit'modèle que l'on ne trouve plus que dans le code Soleil ; la missionnaire -d'abnégation pétrie- ; la frustrée -très "chientifique"- ; la dilettante, en star brushée, ou la mytho - vampire pluridisciplinaire ?
Une question court au long de ce récit : qui est apte à l'enseignement pendant 37 ans et demi ? Réponse sans complaisance.
Belfond, 266 p., 89 F.

"L'Année stratégique 1990"
"Les Equilibres militaires"



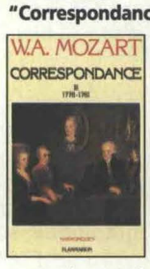
Ouvrage de référence en deux parties. Dans "L'Année stratégique", l'analyse de tous les mouvements qui ont débouché sur une donne imprévisible. Nouvel ordre politique, nouvel ordre militaire, nouvel ordre stratégique. Sous la direction de Pascal Boniface, une équipe de spécialistes dont Alain Chenal, Jean-Jacques Kourliandsky, Roland Lomme, Axel Quéval, qui signent dans "Vendredi".
"Les Equilibres militaires" sont la présentation en français de "The Military Balance", de l'IISS. Statistiques par pays, des dépenses militaires, des effectifs et des armements. Document.
Stock, 568 p., 298 F.

"1790 au jour le jour"



Dans le "Courrier de Paris", du 26 janvier 1790 : "Les Dames de la Halle ont arrêté un particulier qui tenait des propos injurieux sur le compte de M. de La Fayette et M. Bailly. Bravo ! courageuses citoyennes, voilà comment vous devez traiter les lâches détracteurs de notre brave Commandant et de notre vertueux Maire."
C'est l'extrait d'un almanach du bicentenaire de la deuxième année de la Révolution. On y voit apparaître Guillotin -sans sa machine-, naître les départements, Louis XVI hésiter entre le compromis et le refus, la fête de la Fédération, etc. Abondamment illustré.
Albin Michel, 260 p., 120 F.

W.-A. Mozart :
"Correspondance 1778-1781"



Il s'agit, on le sait, de la première publication en français de la correspondance de Mozart. Ce volume, qui est le troisième d'une série qui en comptera six, couvre la période peut-être la plus intéressante de la vie de Mozart.
Au départ, Mozart a 22 ans. Il se trouve à Paris, où sa mère vient de mourir. Cent trente-et-une lettres plus tard, en 1781, à 25 ans, il aura brisé les amarres : rompu avec l'épouvantable Colloredo, archevêque de Salsbourg ; rompu -non sans mal ni douleur- avec son père ; pris enfin la décision de se marier avec Constance. Edifiant.
Flammarion, 418 p., 179 F.

Gluck :
"Iphigénie en Aulide"



Bravo à Erato qui lance, avec Radio-France, une collection intitulée "Musifrancе". Son but : affirmer l'importance de la musique française, la diffuser dans le monde et sortir de l'oubli des œuvres injustement délaissées. 40 disques seront édités cette année et 20 à 30 pour chacune des années à venir.
Parmi les premiers titres : "Iphigénie en Aulide". Cette œuvre marque la naissance de l'opéra moderne : suppression des ornementations, resserrement de l'action, dramatisation. Remarquable enregistrement dirigé par J.-E. Gardiner avec une distribution impeccable - vocalement et dramatiquement : Anne-Sophie von Otter, José van Dam, en tête.
Erato, "Musifrance", 2 CD, 245003, 2 h 12' 50", env. 250 F.

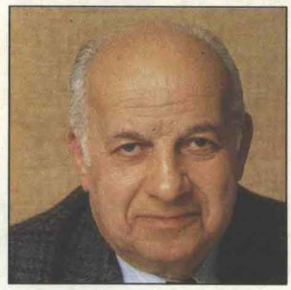
Pour l'amour de Decca :
"Compactothèque"



Les grandes marques ont une histoire, une origine. On sait qui était Pierre Larousse ou M. Kodak. Mais pour Decca, on ne sait pas. On ne sait plus pourquoi se sont appelés Decca les premiers phonographes portables que l'Angleterre remit à ses soldats et à ses marins pendant la guerre de 1914, pour soutenir leur moral. Le sort des armes tint-il à ces valises à musique... ?
C'est le début de l'histoire de Decca, jalonnée ensuite de nombreuses autres étapes prestigieuses : la mise au point de la stéréophonie, le lancement du compact, - 80 biographies d'interprètes, 150 coups de cœur que l'on a trouvé dans ce n° 6 de la "Compactothèque", disponible chez votre disquaire.

BLOC - NOTES

Claude Estier



6 février
Le magazine de Christophe Dechavanne, "Ciel mon mardi !", sur TF1 a souvent le mérite de traiter de façon vivante des sujets très publics. Mais cette fois, il s'est lourdement trompé en invitant, pour parler de l'extrême droite, des individus aussi peu ragoûtants que l'ultranationaliste Sidos ou le nazillon révisionniste Mathieu qui ne se sont évidemment pas privés de multiplier les provocations devant les caméras qu'on leur offrait si généreusement. Le pugilat qui a suivi aura peut-être été bon pour l'audimat. Mais Dechavanne n'aurait-il pas d'autre ambition que d'imiter la "télé-poubelle" qui sévit aux Etats-Unis ?

8 février
Je ne voudrais pas paraître m'acharner sur "L'Evénement du Jeudi". Mais, tout étant bon pour vendre du papier, il se distingue encore cette semaine en consacrant une vingtaine de pages à dénoncer la "médiocrité" de l'ensemble des hommes politiques français. Un prétendu dossier signé Nicolas Domenach, et qui contient un ramassis d'injures de nature à vous dégoûter à jamais d'approcher un parlementaire. Le poujadisme, naguère, n'avait pas fait mieux. L'auteur de ce fatras note pourtant en trois lignes que les experts étrangers nous envient notre classe politique considérée comme "d'excellente qualité, mieux formée qu'ailleurs et moins corrompue". Il n'est dit nulle part qu'on nous envie aussi l'intelligence et la finesse de nos journalistes, en particulier ceux de l'hebdomadaire de Jean-François Kahn, qui marche allègrement sur les traces du "Gringoire" d'avant-guerre !

9 février
En dehors de "Libération", la presse n'accorde guère de place au sondage de la Sofres qui confirme que, de toutes les formations politiques françaises, le Parti socialiste a, de loin, la meilleure image dans l'opinion. Les écologistes sont également bien vus, mais quand on détaille douze domaines où il est demandé qui est le plus capable de réussir, les Verts, qui arrivent en tête pour la protection de l'environnement, sont crédités partout ailleurs de scores dérisoires. Alors que le PS l'emporte largement dans les onze autres cas, devançant même le RPR et le Front national sur l'insécurité et l'immigration. On dira que cette bonne image ne se traduit pas toujours dans les urnes, mais elle ne justifie pas les jugements sévères que certains croient devoir porter contre le Parti.

10 février
Mon ami G..., qui appartient à la Fédération des fonctionnaires Force ouvrière me téléphone pour me dire son désarroi et celui de plusieurs de ses collègues à la suite du refus de Marc Blondel et de la direction confédérale de signer l'accord sur la grille de la fonction publique. Il comprend mal que FO, dont la vocation a toujours été de rechercher des compromis avec les gouvernements ou le patronat, s'enferme aujourd'hui avec la CGT dans une position totalement négative. Blondel a droit pour l'instant aux éloges de "L'Humanité" mais n'a-t-il pas beaucoup à perdre en tenant son organisation à l'écart de la "commission de suivi" d'un accord qui va, sur sept ans, améliorer le sort de plus de quatre millions d'agents de la fonction publique ?

11 février
Je regarde cet après-midi les images diffusées en direct de Nelson Mandela à l'instant où il sort de sa prison, tenant par la main son épouse Winnie et saluant la foule de Noirs et de Blancs venus fêter sa libération. D'un seul coup, le plus ancien prisonnier politique du monde n'est plus seulement un symbole mais un être vivant qui marche et s'anime. Il reçoit d'ailleurs aussitôt les attributs d'un chef d'Etat avec cortège officiel et motards. Là encore, après avoir mis longtemps à bouger, l'histoire est allée très vite mais il y a encore beaucoup de chemin à faire pour en finir avec l'apartheid.

12 février
Jacques Chirac dit qu'il n'a pas compris le sens des débats des assises du RPR. Il n'est sans doute pas le seul. Ce qui est aisé à comprendre, en revanche, c'est qu'il lui a fallu mettre tout son poids dans la balance pour franchir de justesse la barre des deux tiers des voix qu'il s'était fixé comme minimum. Comme dit un commentateur, c'est désormais "Chirac ric-rac", à la tête d'un parti qui ne sait plus très bien où il va.

DEBATTONS

CINEMA
Main basse sur la ville

"Oublier Palerme" sort cette semaine. Francesco Rosi dénonce la plus redoutable organisation criminelle de ce temps. Peut-on l'atteindre en légalisant la drogue ? Que peut-on faire contre la Mafia ?



▲ *Carmine Bonavia est impliqué dans un meurtre qu'il n'a pas commis.*

Carmine Bonavia (James Belushi), Américain et fils d'émigré sicilien, est candidat à la mairie de New York. Une journaliste l'incite à proposer la légalisation de la drogue afin de supprimer la criminalité chez les toxicomanes. Après avoir accepté ce projet dont l'aspect sensationnel devrait flatter son image électorale, il part en voyage de noces à Palerme. Là, il va retrouver ses racines siciliennes. Ainsi, jalousie et sentiment de l'honneur outragé l'attirent dans un piège et l'impliquent dans un crime qu'il n'a pas commis. Pour Carmine, c'est un double retour aux sources : d'une part, il découvre son identité culturelle, de l'autre, à travers les vicissitudes de sa campagne contre la drogue, il se heurte à la Mafia, d'origine sicilienne.

Le film est tourné en partie à New York et en partie à Palerme, dans le centre de la ville, de plus en plus délabré. La dégénérescence des pierres est à l'image de la société pourrie par la Mafia. Le scénario est une adaptation très libre des cent dernières pages du livre d'Edmonde Charles-Roux, qui obtint le prix Goncourt en 1966.

Cinéaste engagé, Francesco Rosi veut témoigner de son temps. Aussi l'action se passe-t-elle en 1989 et non en 1962, comme dans le roman. Ses questions sont courageuses et les réponses qu'il préférerait sont du côté de la justice et de la vérité.

"Main basse sur la ville", "Les Hommes contre", "Cadavres exquis", la plupart de ses films traitent de questions politiques. Certains, parmi les plus importants, avaient déjà pour sujet la Sicile et la Mafia : "Salvatore Giuliano", "L'Affaire Mattei" et "Lucky Luciano".

Pour rompre les liens entre la drogue et la criminalité organisée, le héros de Rosi propose sa légalisation. Rien moins qu'une déclaration de guerre contre la Mafia. Il découvre alors la redoutable puissance qu'ont donné à celle-ci les gains énormes de la drogue. Les mafiosi sont devenus des hommes tranquilles qui utilisent l'informatique et la banque pour gérer leurs milliards. Ils sont intimement liés au pouvoir économique et politique. Comment arrêter ce trafic international ? Pour le moment, problème insoluble.

Claude Polak

Vendredi

BULLETIN D'ABONNEMENT

à renvoyer à : "Vendredi"
10, rue de Solferino - 75333 Paris Cedex 07

Nom.....Prénom.....

Adresse : N°.....Bât/Esc : .....

Rue :.....

.....

Commune.....

Code Postal |_|_|_|_|_| Bureau distributeur.....

.....

Ci-joint paiement pour : |__| abonnements à 200F =.....

|__| abonnements de soutien à 500F =..... Soit au total :.....F

Aujourd'hui : des réflexions incisives. Sur l'ambiance de la préparation du congrès de Rennes, sur le jeu des tendances. Egalement sur l'avenir du socialisme.

Certains socialistes ironisent sur la déconfiture du RPR et la tension ascendante entre ses principaux dirigeants : "Tu ferais mieux de voir la poutre qui est dans ton œil avant de voir la paille qui est dans celui de ton voisin", dit l'adage.

En effet, le Parti socialiste, dont l'image actuelle est déplorable, n'a pas de leçon a donner en matière de communication politique. Le Parti socialiste s'épuise en querelles de clans, une véritable campagne électorale s'instaure en son sein tel un gigantesque haras où se préparent les différentes écuries essayant de mener à bien la prochaine course, l'élection présidentielle par exemple...

Après avoir demandé à cor et à cris un débat idéologique puis, ambition plus mesurée, un débat d'idées, le congrès de Rennes se résume aujourd'hui à une obscure querelle de personnes que rien ne sépare, sinon la façon de contrôler le Parti. Les courants, s'ils ont le mérite d'amener un débat démocratique, perdent de leur intérêt et sont quasiment détestables quand on supprime leur caractère idéologique et quand ils sclérosent, comme c'est le cas actuellement, la vie interne du Parti. Bien sûr, il est encore possible de distinguer les antirocardiens primaires ou les adeptes frileux de l'Europe mais, globalement, les avis divergent peu sans qu'aucun des véritables problèmes qui se posent aujourd'hui à notre société ne soit abordé. Alors comment s'étonner que l'opinion publique soit sourde lorsque les acteurs de la vie politique sont muets ou utilisent un langage qu'un prof de maths ne renierait pas ? (A et B seront-ils supérieurs à C ou bien 1 et 2 feront-ils alliance contre 5 et 7 avec 3 comme arbitre ? Comprenne qui pourra, surtout pas les électeurs).

Le décalage constaté depuis plusieurs élections entre les partis politiques traditionnels et l'électorat se creuse donc toujours. Certains s'en étonnent, mais ce n'est pas le pitoyable spectacle offert qui incitera les sympathisants à franchir la barrière de l'adhésion au Parti socialiste. Pendant ce temps, le Parti des Verts ou l'extrême droite engrangent des militants qu'il sera difficile de reconquérir.

Le Parti socialiste, dont toutes les tendances sont aujourd'hui présentes au sein du gouvernement, a les moyens de travailler efficacement au service de ses idéaux de justice et d'égalité. Il a une chance incroyable d'apparaître comme un Parti uni, fort et sérieux, face aux sabordages du RPR et du PC, les indicateurs économiques sont au vert et la conjoncture favorable pour asseoir la position dominante de la gauche majoritaire. Au lieu de cela, on tend des verges pour se faire fouetter en proposant à l'opinion publique un médiocre scénario de débat politique. Aujourd'hui, le Parti socialiste n'a qu'un seul rival lui-même.

Fabrice Villechien (49)

Un grand dessein

A la lumière des événements qui se produisent dans les pays de l'Est depuis quelques mois, certains tendraient à affirmer que deux régimes finalement s'affrontent pour gérer les nations. L'un détestable et qui s'écroule, le régime communiste ; l'autre plein de promesses, le régime capitaliste.

Attention aux formulations simplistes dont la droite et l'extrême droite savent si bien user et qui, malheureusement, on le voit dans le domaine de l'immigration, peuvent ébranler nos concitoyens les plus vulnérables.

Et le socialisme, quelle place occupe-t-il et quel est son avenir ?

Pour répondre, il faut d'abord, je crois, caractériser ces deux régimes qui, il est vrai, jusqu'à présent, se partagent le monde. Ils se présentent en fait sous trois formes.

• Le régime capitaliste dit "libéral", le plus répandu à l'Ouest, même dans les pays où les partis socialistes ont pu ou peuvent gouverner. Selon les gouvernements en place, il assure plus ou moins les libertés individuelles et les droits de l'homme mais il perpétue, quelquefois à son corps défendant, une prédominance de l'argent engendrant de fortes inégalités et injustices.

• La dictature exercée par un pouvoir personnel dont la légitimité de façade repose selon les cas sur le maintien, le rétablissement ou l'instauration d'ordres moral, religieux, racial, philosophique. En fait, le pouvoir n'a pour finalité que de satisfaire les ambitions et les intérêts d'un homme, d'une famille ou d'un clan.

• La dictature d'un parti unique établie en général en réaction à une dictature du type précédent, pour assurer la libération puis le bonheur des peuples opprimés. Malheureusement, les moyens autoritaires mis en œuvre pour réaliser ces objectifs aboutissent au résultat inverse de celui qui est annoncé.

Nous, socialistes, combattons avec fermeté ces deux dernières formes mais ne pouvons pour autant nous satisfaire de la première.

Notre place est dans la recherche permanente de la démocratie politique, économique, sociale ; des libertés individuelles, collectives ; de l'égalité, assurée par le partage concerté des richesses matérielles et culturelles.

Cette place, nous devons l'occuper en accédant aux gouvernements des pays capitalistes et en nous y maintenant grâce à notre crédibilité, de manière à faire évoluer ces pays vers la société socialiste que nous cherchons ensemble : démocratique, libre, égalitaire.

Nous devons la prendre aussi face aux régimes totalitaires pour dénoncer leur illégitimité et pour accompagner les révoltes des peuples qu'ils oppriment afin que ceux-ci choisissent le socialisme démocratique plutôt que, par réaction immédiate peut-être compréhensible mais néfaste à terme, une autre forme de dictature ou le capitalisme "libéral".

L'avenir du socialisme que nous défendons est donc toujours riche puisqu'il répond aux aspirations des peuples. A nous de l'assurer en restant ouverts sans renier nos convictions, en réalisant, en France puis en Europe, les avancées quotidiennes, nécessaires au fondement de notre idéal.

N'est-ce pas là un grand dessein ?

Pierre Gaillard (24)

Que personne ne retienne sa plume

PETITES ANNONCES - 100 F la ligne

4901. Devenir infirmier(e) en santé mentale 3 ans d'études avec un statut d'élève salarié - 6.100 francs par mois- Possibilité de logement dans un cadre agréable à proximité de Paris. Débouchés assurés en secteur psychiatrique. Clôture des inscriptions le 23 mars 1990. **Renseignements à l'Ecole d'infirmier(e)s de Maison-Blanche - 93330 Neuilly-sur-Marne. Tél : 43 00 96 90 Poste 4050**

4902. Ville de Val-de-Reuil (Eure). Ville nouvelle, en pleine expansion, de 11.000 habitants, 100 km de Paris, 25 km de Rouen recrute par voie de mutation (poste à pourvoir vers avril-mai) UN GARDIEN DE POLICE (2e-3e échelon) UN GARDIEN DE POLICE maître chien (2e-3e échelon). Les candidats devront faire preuve de sérieuses références. **Candidature manuscrite, CV + photo à : Monsieur le Maire de Val-de-Reuil, Conseiller régional de Haute-Normandie - BP 604 - 27 106 Val-de-Reuil Cedex**

1789 - 1989 : la déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen :

une lithographie originale, une authentique œuvre d'art.



Plus qu'un document un symbole

OFFREZ-VOUS CETTE SUPERBE LITHOGRAPHIE DE LA DECLARATION DES DROITS DE L'HOMME

…par …graphiques de l'im… …e «Affiche Européenne».

300 heures de travail, 15 couleurs

La réalisation de cette superbe lithographie a nécessité plus de 300 heures de travail. Chaque lettre de la Déclaration a été fidèlement reproduite afin que le texte soit parfaitement lisible. Quant au tirage, il a été effectué en 15 couleurs sur un magnifique papier «Velin d'Arches» de 160 grammes. C'est donc une authentique œuvre d'art ***signée par l'artiste*** *qui l'a gravée et tirée qui vous est aujourd'hui proposée !*

Un certificat d'authenticité

Chaque lithographie est accompagnée d'un ***certificat d'authenticité*** *précisant le caractère original de sa réalisation et toutes ses spécificités techniques. Il vous garantit ainsi la totale authenticité de cette œuvre appelée à* ***prendre régulièrement de la valeur avec le temps.***

Pour recevoir cette œuvre qui …cerne en priorité toutes …mairies de France, il vous suffit retourner, après l'avoir rempli, le bon de commande ci-joint accompagné de votre règlement. La lithographie vous sera alors adressée dans son emballage spéci… de protection.

Vos commandes continuent d'affluer.

Nous avons demandé à notre fournisseur de maintenir cette offre promotionnelle jusqu'au 15 mars.

Cette lithographie sera également vendue au congrès sur le stand de "Vendredi"

Bon de Commande

à retourner à
"Vendredi"
10, rue de Solferino
75333 Paris Cedex 07

Vendredi

NOM _____

PRENOM _____

ADRESSE _____

_____

_____

Veuillez m'adresser _____ lithographie(s) signée(s) tirée(s) sur Velin d'Arches 160 grammes

Format	prix unitaire	nombre	montant total
60 x 80	~~470 F~~ 200		
40 x 60	~~380 F~~ 160		
Frais d'expédition en recommandé			38 F

OFFRE SPECIALE LIMITEE A 500 EXEMPLAIRES

Lithographie tirée sur papier Richard De Bas 220 gr et numérotée	~~1800 F~~	800	
TOTAL			

Règlement comptant à la commande, paiement par : ☐chèque bancaire, ☐chèque postal, ☐mandat lettre